9e Année. — N° 157. — 10 Août 1933. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.
EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

Ni Korespondas per Esperantu

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'E[illegible], Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Les fondateurs de la C.G.T. tunisienne restent non amnistiés

Lorsque l'an dernier, dès qu'il fut question d'une nouvelle amnistie, nous réclamions l'amnistie pour les fondateurs de la C.G.T. tunisienne, condamnés il y a huit ans pour « complot contre la sûreté de l'Etat », nous ne nous faisions guère d'illusions. Malgré l'écho qu'avait eu notre protestation dans certains milieux, nous nous doutions bien que le Parlement de « gauche » pas plus que le Parlement de « droite » n'amnistierait nos camarades. Le tour de passe-passe juridique par lequel le ministère Tardieu avait trouvé le moyen de faire amnistier le « complot » alsacien, *sans amnistier le « complot »* tunisien *(Voir R. P. du 25 juin 32) a été maintenu par Herriot et Daladier, sans qu'aucun effort sérieux n'ait été fait d'aucun côté de la Chambre pour le faire disparaître.*

La nouvelle amnistie est muette sur le « complot » ayant pour but « d'exciter la guerre civile..., de porter la dévastation, le massacre et le pillage », ainsi que fut qualifiée, en 1924, par la magistrature tunisienne le fait d'avoir contribué à créer des syndicats d'ouvriers tunisiens, le fait d'avoir soutenu des grèves d'ouvriers tunisiens réclamant un salaire de 12 francs par jour...

Aucun sénateur socialiste ne s'est levé pour réclamer l'inclusion de ce « délit » dans la loi, et le député socialiste, rapporteur de la loi à la Chambre, a proposé, tel quel, le vote du texte sénatorial.

Nous ne récriminons pas ; nous constatons.

Le crime, le grand crime, le seul crime qu'on n'amnistie pas, en effet, en régime capitaliste, c'est de vouloir diminer la part du profit capitaliste. Le crime fondamental, c'est que les ouvriers s'organisent, se « coalisent » pour tenter de diminuer la part de leur travail qui va à l'enrichissement de leurs maîtres ; la bourgeoisie a tout fait pour empêcher ce crime ; dans tous les pays elle a envoyé en prison ou aux galères les premiers qui s'en sont rendus coupables, et elle n'a point changé d'avis là-dessus. *Si dans les vieux pays capitalistes la force ouvrière a contraint la bourgeoisie à « jeter du lest », si elle l'a obligée, de haute lutte, à lui reconnaître le droit de coalition et d'association, dans les pays colonisés au contraire, là où la classe ouvrière n'a pas encore acquis une force suffisante, et où il est d'autant plus important de la maintenir asservie qu'étant la plus exploitée, elle est actuellement pour le capitalisme la plus grande source de plus-value, une organisation syndicale libre, reste le crime des crimes ; se syndiquer y reste un « complot contre la sûreté de l'Etat » ; et organiser une grève, c'est « exciter la guerre civile ».*

Voilà pourquoi par la volonté de la Chambre de Malvy et du Sénat de Caillaux, Moktar et Finidori resteront en exil jusqu'au dernier jour de leur peine. Les ouvriers ont pu lutter pour l'amnistie de Malvy et de Caillaux, qu'ils estimaient injustement condamnés, parce qu'ils croient à la justice ; les Malvy et les Caillaux maintiennent, eux, en exil, des hommes qu'ils savent injustement condamnés, frappés ouvertement pour des délits qu'ils n'ont pas commis, parce qu'ils ne connaissent que l'« égoïsme sacré » de classe.

Lazarevitch condamné à 7 mois de prison

La peine de 4 mois de prison à laquelle notre camarade Lazarevitch avait été condamné par le tribunal de Verviers a été portée à 7 mois par la Cour d'Appel de Liège.

Sans commentaires.

En Belgique comme en France, aujourd'hui comme hier, le délit essentiel est l'organisation et la lutte des travailleurs pour un meilleur salaire.

Choses d'Amérique

L'« expérience » Roosevelt se poursuit, dans les deux domaines que nous avons indiqués (R.P. *du 10 juillet) : celui de la dépréciation monétaire et celui de la constitution des « corporations ».*

Inflation, inflation, quand viendras-tu ?

Dans le premier domaine, la fin du mois dernier a été marquée d'une péripétie : les prix des matières premières et des valeurs en Bourse qui avaient, comme on le sait, considérablement monté depuis le commencement de la dépréciation du dollar, ont violemment baissé, et — par un mouvement analogue — le dollar s'est mis à hausser sur le marché des changes.

Ceux de nos camarades qui auront bien voulu lire les articles sur « l'inflation et la dépréciation monétaire » n'auront, sans doute, pas été surpris de cet événement.

Ils savent en effet que la chute du dollar et la hausse concomitante des prix en Amérique sont dues à la croyance que Roosevelt va faire de l'inflation, croyance fondée en particulier sur ce fait qu'il s'est fait donner par le Parlement une autorisation spéciale à cet effet. Baisse du dollar et hausse des prix ne sont donc jusqu'à présent que le résultat d'une vaste « spéculation » — au sens général du mot — c'est-à-dire, non point la con-

séquence d'un fait passé, mais l'anticipation d'un fait à venir. Or ce fait tarde à se produire : jusqu'à présent Roosevelt n'a point encore émis de faux billets. Dès lors on a commencé à craindre qu'il n'en émettrait point, d'où la baisse des prix d'il y a quinze jours et la montée consécutive du dollar. Pour arrêter celles-ci, Roosevelt s'est empressé de faire renaître les espoirs d'inflation par quelques déclarations et par le lancement d'un nouvel emprunt d'un demi-milliard de dollars. (Un emprunt n'est point par lui-même de l'inflation, mais il peut servir de camouflage à de l'inflation par un mécanisme de « prêts sur titres » que nous exposerons un jour en détail.)

Les choses en sont là actuellement. Y aura-t-il inflation? N'y aura-t-il pas inflation? Les Américains se le demandent, et comme, des deux côtés, les chances leur paraissent à peu près égales, prix et dollar restent pour l'instant à peu près stabilisés, mais stabilisation « instable » qui se rompra dès qu'on sera sûr qu'il y aura inflation, ou qu'il n'y en aura pas.

Est-ce la hausse des salaires ou bien leur baisse ?

En ce qui concerne les nouveaux salaires que fixent les « Codes », il est assez difficile de se rendre compte s'ils représentent une augmentation ou une diminution de salaires, car si, la plupart du temps on indique les nouveaux salaires, on n'indique pas les anciens.

Cependant un assez grand nombre d'entreprises (dont la General Motors) *ont indiqué qu'elles décidaient une augmentation du salaire* horaire *de 15 %, correspondant, pour la plupart, à une réduction simultanée de la durée du travail de 48 heures à 40 heures par semaine. Or 8 heures de moins par semaine sur 48, cela fait une réduction de 16 %. L'augmentation de 15 % du salaire horaire ne suffit donc même pas à maintenir tel quel le salaire hebdomadaire !*

De plus ! Depuis la dépréciation du dollar, les prix de détail des denrées de première nécessité, ont augmenté en Amérique d'au moins 25 % (les prix de gros ont augmenté de beaucoup plus). Il s'en suit donc qu'en valeur réelle un même salaire nominal a baissé de 25 %. L'accroissement du salaire horaire de 15 % annoncé à son de trompe se traduit donc en définitive par une diminution de salaires réel hebdomadaire de 25 % !

Ce n'est pas tout. Prenant prétexte de leur soi-disant augmentation de 15 %, la plupart des patrons prétendent augmenter l'intensité du travail. C'est de 15 % plus vite qu'ils ont la prétention de vouloir faire travailler ; c'est, comme on dit en Amérique, le « speed-up ». Or, dans de telles conditions, la réduction de la durée du travail — indépendamment de toute question de salaire — n'est pas une réduction. Car ce qui importe à l'ouvrier ce n'est pas le temps qu'il reste à l'usine, c'est l'état dans lequel il en sort. Si, au bout de 7 heures, il en sort plus esquinté qu'au bout de 8, il n'a rien gagné à la réduction des heures de travail ; au contraire. Le travail dépensé par l'ouvrier est le produit de deux facteurs : sa durée et son intensité. Si l'augmentation de celle-ci est plus grande que la diminution de celle-là, l'ouvrier fournit davantage à son patron ; et la diminution de la journée de travail ne signifie qu'un accroissement de son exploitation.

Aussi ne faut-il point s'étonner de la vague de grèves qui a salué l'avènement du « nouveau régime », en premier lieu dans l'industrie textile, dont le Code fut le premier à avoir force de loi.

La scission socialiste

Nous avions indiqué, au début des discussions socialistes, que l'objet de la discussion était beaucoup plus important qu'il ne paraissait, qu'il s'agissait, en fait, d'une question de classes ; *il s'agissait de savoir si le parti socialiste continuerait à pouvoir, au moins en apparence, se présenter comme le parti de la classe ouvrière, ou s'il deviendrait nettement un parti de possédants, de « petits possédants », en particulier des petits possédants de la campagne, cette colonne vertébrale de la petite propriété française. Les faits ont pris un tel développement que Léon Blum lui-même s'en est aperçu. Répondant dans le* Populaire *à la lettre de Marquet, il dit fort justement :*

Le parti restera-t-il l'instrument politique de la classe ouvrière — urbaine et rurale — ou bien deviendra-t-il le représentant de masses confuses et hétérogènes ?

Sera-t-il l'interprète de la revendication des travailleurs, ou de ce qu'on appelle « l'intérêt général » ; parti de classe ou parti de déclassés ?

C'est très bien poser la question, mais à deux erreurs près.

D'une part il n'est pas juste de qualifier ce que représentent les néo social-fascistes, de « masses confuses » et de « déclassés ». Ce qu'ils représentent : conservateurs et paysans ne sont pas des « déclassés » ; ce sont des gens qui appartiennent à une classe, à une classe parfaitement déterminée, la classe des possédants, la classe des propriétaires : la bourgeoisie.

Qu'on en finisse donc une fois pour toutes, avec cette équivoque des « classes moyennes » ! Il n'y a pas de « classes moyennes » ; il n'y a que deux classes, la classe de ceux qui possèdent, la classe capitaliste, et la classe de ceux qui ne possèdent rien d'autre que leurs bras : la classe des prolétaires.

Qu'il soit petit ou gros, le cultivateur, fermier ou propriétaire, est possesseur de son capital d'exploitation ou du sol ; qu'il soit petit ou gros, le commerçant est propriétaire de son fonds de commerce, de son fonds de roulement, de son

aménagement — capitaux grâce auxquels cultivateur et commerçant exploitent ou peuvent exploiter celui qui n'a que ses bras pour vivre. Leurs intérêts, leurs intérêts profonds, leurs intérêts de classe, sont donc à tous identiques ; les « petits » peuvent jalouser les « gros », mais contre le prolétariat, ils se trouvent nécessairement unis.

En second lieu, Blum croit-il sérieusement que le parti socialiste ait jamais été réellement le représentant, l' « instrument politique de la classe ouvrière » ? Le parti socialiste n'a-t-il pas été toujours, en fait, le représentant des couches inférieures de la bourgeoisie, tout en se présentant — mais en se présentant seulement — comme le représentant du prolétariat ? Est-ce que, bien avant la guerre, les candidats socialistes des villes ne recherchaient pas avant tout leur clientèle électorale chez les boutiquiers, allant même jusqu'à susciter les protestations des coopératives, contre lesquelles ils n'hésitaient pas à prendre parti en faveur du commerçant ?

En pénétrant dans les campagnes, en se faisant le défenseur du « petit » propriétaire paysan, (c'est-à-dire de tous les propriétaires, gros et petits, car leurs intérêts sont identiques), comme il s'était fait, à la ville, le défenseur du petit propriétaire commerçant, le parti socialiste n'a fait que développer son caractère de classe : de parti bourgeois.

Et cela s'est fait avec l'adhésion de tous *les socialistes. Quand Marquet dit à Blum :*

Depuis trois ans, le *socialisme* a protégé l'industrie, le commerce, l'agriculture (1). Qui a fait les frais de cette protection nationale (2) ? Le prolétariat urbain, qui fut sacrifié à la nation (3).

Il a parfaitement raison. Toute l'activité législative et autre, du parti socialiste, consiste, depuis nombre d'années, à « protéger » le propriétaire, commerçant, industriel, paysan, aux dépens du salarié. Pour rappeler l'exemple le plus récent, nous avons vu le groupe socialiste, unanime, voter les infectes lois sur les blés, accroissant la cherté de la vie, sans même tenter (Voir la R. P. du 10 juillet) de prendre la moindre mesure pour que le bénéfice du prix minimum fixé pour le blé aille, au moins en partie, entre les mains de l'ouvrier agricole qui a fait pousser le blé — si bien que nous voyons aujourd'hui ce scandale : l'agriculteur propriétaire qui vend à 115 francs grâce à la protection socialiste, diminue de 2 francs le salaire de ses ouvriers, que la loi socialiste a complètement négligé de protéger !

(1) Naturellement, il faut lire le *patronat* de l'industrie, du commerce, etc... ; l'« industrie », le « commerce » et l'« agriculture » étant comme la Sainte Vierge, d'honorables personnages que personne n'a jamais rencontrés.

(2) Naturellement, lire : *protection du capitalisme national.*

(3) Lire : *au capitalisme national.*

Ainsi donc le fond de la dispute entre Blum et Marquet n'est pas de savoir si le parti socialiste deviendra ou redeviendra un parti ouvrier, *mais seulement de savoir s'il sauvera suffisamment les apparences pour — tout en restant, en fait, un parti petit bourgeois — conserver une clientèle électorale ouvrière.*

Car il est vain d'espérer qu'en notre pays de démocratie politique et sociale, un parti politique parlementaire — quel qu'il soit — puisse être un parti ouvrier, *un parti qui soit véritablement l'instrument de la classe ouvrière et d'elle seule. Le cours du parti communiste, entièrement occupé aujourd'hui à faire assaut de démagogie avec le parti socialiste pour lui enlever sa clientèle de commerçants et de paysans propriétaires, en est la nouvelle et millième preuve.*

Seuls peuvent rester des partis de classe, les organisations spécifiquement ouvrières, exclusivement prolétariennes, groupant les salariés sur le terrain même de leur exploitation, pour leur défense directe contre leurs exploiteurs — c'est-à-dire, seuls, en fait, aujourd'hui : les syndicats. Syndicats qui ne sont, certes, pas parfaits — comme le prolétariat, comme aucune classe, n'est parfait ; syndicats qui, précisément parce qu'ils sont des organismes de classes, participent à toutes les vicissitudes de la classe : passant par des hauts et des bas, engendrant leurs propres contradictions, et ne les résolvant que par des luttes souvent sévères, — mais qui, fondés sur la classe, sont l'expression même de la vie de la classe, et, ne peuvent, de ce fait, représenter les bourgeois en prétendant représenter les ouvriers...

R. L.

Après un an de Conférence de « Désarmement »

Le bombardement aérien à l'état "endémique"

Les journaux ont publié à quelques jours d'intervalles les trois sinistres dépêches suivantes, de l'Inde :

SIMLA, 1er août. — Les opérations de bombardement, projetées par l'aviation militaire britannique contre les Bajaurs, ont commencé ce matin.

L'agglomération de Kotkai a constitué le premier objectif.

SIMLA, 3 août. — Les mesures prises contre les Bajauris ont été déterminées par des obligations internationales, mais on ne doit attacher à des incidents de ce genre, qui se produisent à l'état endémique (*sic*) dans cette région, qu'une importance secondaire.

SIMLA, 4 août. — Six avions militaires britanniques ont, de nouveau, bombardé, à deux reprises, le village de Kotkai. Par suite de ces bombardements répétés, le village est maintenant entièrement détruit.

A quand les zeppelins sur Londres !

L'HITLERISME

D'où il vient ; où il va

La victoire du fascisme en Allemagne est pour les prolétaires des autres pays d'une importance qu'il est inutile de souligner: le prolétariat le plus fort du monde a été abattu sans résistance.

Et cependant il y a quelque chose qui prétend contester le fait que les événements d'Allemagne représentent une défaite pour le prolétariat ? Ce quelque chose est la bureaucratie stalinienne qui, sous le nom trompeur d'« Internationale communiste », a déclaré dans la résolution de son Comité exécutif, que ce n'était pas là une défaite ! Les organisations ouvrières brisées, réduites à l'illégalité, leurs biens confisqués, des militants innombrables tués, blessés, emprisonnés — cela n'est pas une défaite pour nos bureaucrates ! La plupart des militants allemands communistes qui aujourd'hui travaillent dans l'illégalité, sous le joug d'une dictature impitoyable, ne partagent d'ailleurs aucunement cet extraordinaire point de vue de leur état-major. Quelques-uns d'entre eux essayent d'excuser le mensonge de l'I.C. en disant qu'il est nécessaire d'afficher de l'optimisme devant les travailleurs stupéfiés par l'écroulement de leurs espoirs. Nous croyons, nous, que c'est là une politique désastreuse. L'autruche croit éviter le danger en fermant les yeux et en fourrant sa tête dans le sable. L'autruche est un mauvais modèle pour le mouvement ouvrier. Celui-ci a besoin de la vérité, car la vérité, c'est la connaissance de la réalité; et on ne peut changer la réalité sans la connaître. L'I.C. dont la politique s'est avérée désastreuse dans les événements d'Allemagne ne cherche si obstinément à nier ces faits que pour cacher sa propre responsabilité.

*
* *

Si aujourd'hui la base matérielle économique est mûre pour la socialisation, si les excès du capitalisme sont devenus insupportables, si, en un mot, le facteur objectif du passage du capitalisme au socialisme existe dans la plupart des pays capitalistes, on constate une déficience complète du facteur subjectif: le mouvement prolétarien s'est révélé incapable de conduire les masses soulevées au socialisme.

Le résultat de cette contradiction a été, en Allemagne, le développement et la victoire du mouvement fasciste.

L'Allemagne pays de la Révolution bourgeoise

De 1789 à 1812, la classe bourgeoise a remporté en France une victoire décisive sur le Moyen âge. Le Tiers-Etat voulait devenir « tout » et il le devint. Sous le drapeau des principes rationalistes et individualistes, il recréa en France la société à son image, déracina la féodalité, donna la liberté et la propriété aux paysans, la centralisation au pays, et combattit l'Eglise. Historiquement basé sur une révolution bourgeoise complète, un système harmonieux se forma, comportant peu de grandes villes, mais une petite bourgeoisie urbaine et rurale singulièrement forte. Dans le domaine agraire, le droit successoral prescrivait le partage du sol entre les enfants: il agit comme une cause de restriction des naissances, diminua l'émigration vers les villes et s'opposa à la formation d'une masse de combat prolétarienne. Ce pays essentiellement agricole développa sans secousses une industrie faiblement concentrée.

Par contre, en Allemagne, il n'existait pas une classe bourgeoise active et forte. Alors que les Français agissaient, on se contentait en Allemagne de penser, et d'interpréter le monde, au lieu de le modifier. Le mot de « *Weltanschauung* », qu'il n'est pas possible de traduire en français, exprime ce qui devint la conception maîtresse de la vie allemande. En 1848, la tentative qu'avait esquissée la faible bourgeoisie allemande pour s'emparer du pouvoir échoua lamentablement. A partir de ce moment, elle cessa de jouer un rôle actif sur la scène politique, laissant à Bismarck le soin d'unifier le Reich et de réaliser — d'en haut — la révolution. Cependant qu'à partir de 1871, le capitalisme se développe vigoureusement et que les capitaines d'industrie commencent à décider du sort économique du pays, la représentation politique reste, en Allemagne, entre les mains des *Junkers* d'au delà de l'Elbe, de la vieille noblesse prussienne et de la bureaucratie conservatrice et protestante. Le peuple des poètes et des penseurs n'apparaît plus représenté que par l'officier de réserve; parée de romantiques chamarrures, justifiée par l'explication métaphysique, la vie militaire est élevée au rang suprême dans le pays de Gœthe et de Hegel.

L'impérialisme aux fondements mystiques célébra ses triomphes idéologiques dans les élucubrations politiques de la Ligue pangermanique, dans les bruyantes fanfares wagnériennes, dans les bonshommes de pierre de l'Allée de la Victoire de Berlin. Ainsi, la féodalité donnait toujours le ton dans un pays d'intense développement capitaliste, dans lequel se formaient une industrie puissamment concentrée, une finance bien adaptée, un massif prolétariat industriel et une forte classe moyenne. Classe moyenne dont l'existence était assurée dans des conditions relativement calmes et sûres, et qui, ayant le culte de l'autorité, croyante et disciplinée, considérait la noblesse avec respect.

Le prolétariat, champion de la démocratie bourgeoise

Le niveau de vie des ouvriers progressait à peu près du même pas que le capitalisme. Des milieux ouvriers sortirent des organisations collectives puissantes, bien organisées, disciplinées, comportant à leur tête une bureaucratie très complète, qui vivait du mouvement so-

cial plutôt que pour ce mouvement: syndicats groupant des millions de membres, coopératives, organisations sportives, sociétés de toute espèce; en un mot, toute une société ouvrière à l'intérieur de la société bourgeoise. Cette société ouvrière substitua bientôt, dans ses buts de combat, la réforme démocratique de l'ordre bourgeois au renversement de cet ordre même. La plus grande partie de la classe ouvrière devint ainsi le champion réel de la révolution bourgeoise, trahie par la bourgeoisie..., et couvrit ce rôle de l'étiquette « Marxisme ». Lorsque l'Empire s'effondra en 1918, le sort de la nation tomba dans les mains des chefs, complètement embourgeoisés, des masses à tendances réformistes et qui désiraient ardemment la paix. Ainsi que la pensée prophétique de Marx l'avait prévu, toutes les forces réactionnaires se groupèrent d'abord sous le drapeau de la démocratie pure; jusqu'aux partis conservateurs qui se nommèrent « partis populaires » ! Ebert fit alliance avec Hindenburg et Grœner [le général — alors commandant — von Schleicher agissant en l'occasion comme intermédiaire]; Noske rassembla les corps francs et Severing laissa se constituer la « *Reichswehr noire* », c'est-à-dire les noyaux du futur mouvement fasciste, refuges d'une soldatesque sans emploi et de la jeunesse dorée. C'est sous la direction des sociaux-démocrates que Spartacus fut écrasé par les forces réactionnaires, et c'est sous le drapeau de la social-démocratie « marxiste » que le système de Weimar fut constitué. La Social-démocratie assumait dès ce moment la responsabilité de l'existence du nouvel Etat. *Est-il dès lors rien d'étonnant à ce que, plus tard, la foule des petites gens révoltée sous l'oppression du grand capital et de la crise, en soit venue à considérer le capitalisme, le marxisme et la démocratie comme une seule et même chose ?* Est-il donc surprenant que la bourgeoisie ait pu réussir, sur la base de cette croyance, à dresser le flot des désespérés contre le prolétariat ? Peut-on s'étonner enfin que les masses réformistes, chargées de réprobation, mal placées pour le combat, se soient troublées et aient été incapables de lutter ?

Les phases de la République allemande

L'Etat de Weimar reposait sur trois piliers: les organisations réformistes du prolétariat; la haute bourgeoisie apeurée, qui, dans sa lutte contre le danger révolutionnaire, devait s'appuyer sur ces organisations, et qui était prête aux plus grandes concessions, même à renoncer temporairement à la puissance politique afin de consolider son pouvoir économique; enfin, les tendances démocratiques de la petite bourgeoisie, qui désirait la tranquillité et voulait également s'élever socialement dans le nouvel Etat.

Mais les difficultés que présentait la réorganisation de l'économie nationale ne permirent point le calme. Dès le lendemain de la guerre, une crise économique d'une gravité sans précédent balaya le pays; l'inflation réduisit les salaires et dépouilla les épargnants. Les partis extrêmes gagnèrent en influence: en Allemagne du Sud, le fascisme de Hitler, sorti des corps francs sans emploi, soutenu par une partie des milieux capitalistes et par les éléments révoltés de la petite bourgeoisie; dans le reste de l'Allemagne, le communisme.

En 1923-1924 commence une nouvelle période: celle de la stabilisation. Les partis extrêmes sont vaincus, et l'économie nationale se relève avec l'aide des crédits qui affluent de l'étranger. Ce moment est mis à profit par la bourgeoisie pour fortifier ses positions économiques et politiques en vue de la contre-attaque. Une puissante concentration économique, liée à une forte rationalisation à l'intérieur des industries, commence, avec l'approbation de la social-démocratie. En même temps se consolident les associations patronales et les positions politiques de la bourgeoisie.

En 1928 surgit la nouvelle crise, d'où devait surgir la victoire du fascisme allemand.

Le mouvement fasciste

Le mouvement fasciste est une révolte organisée de la petite bourgeoisie contre les conséquences du capitalisme; il constitue, dans un sens plus large, le mouvement de tous ceux qui sont menacés dans leur situation sociale par le développement des forces productives modernes. Officiers sans emploi de l'ancienne armée et mercenaires de toute espèce, petits capitalistes écrasés dans la lutte économique, commerçants menacés par les grands magasins, agriculteurs étouffés sous le poids de leurs dettes, artisans privés de leur pain quotidien par la concurrence de l'industrie moderne, rentiers dépouillés par la crise économique, étudiants d'origine modeste assoiffés d'« héroïsme », telle est la phalange disparate de ces déclassés qui, au nom d'un hier regretté et pour échapper au lendemain, sont les instruments du combat contre le présent, luttent pour protéger la propriété privée, tout en éliminant les conséquences du régime capitaliste, qui veulent cueillir les roses, mais sans épines. Ils n'ont rien à perdre que leur présent, et c'est tout leur passé qu'ils ont à reconquérir.

La masse des petits bourgeois soulevés se met en mouvement sous les coups de la crise. Si les représentants politiques de la classe ouvrière font défaillance, s'ils n'essaient point de canaliser ce flot dans la direction ouvrière, il en résultera un puissant mouvement fasciste, arme de la force capitaliste contre le prolétariat. En effet, si les couches de la petite bourgeoisie sont en mesure de créer un mouvement qui leur soit propre, elles ne peuvent fonder, en dehors du socialisme et du capitalisme, un système conséquent d'organisation sociale. Et l'émeute anticapitaliste se transformera en dictature antiprolétarienne.

Si le mouvement ouvrier renonce à lutter, le fascisme pénétrera dans d'autres classes sociales. Le grand capital fournira celui-ci de subsides; les « prolétaires à faux-cols » des bureaux, des magasins, remplis d'ambitions petites-bourgeoises, les employés, dont l'importance sociale s'accroît fortement, lui arriveront en masse; le prolétariat en guenilles et, dans ce prolétariat, le bas-fonds que constitue l'armée des chômeurs permanents, notamment les jeunes gens avides d'activité et qui n'ont pas connu le mécanisme du travail productif, viendront remplir ses casernes.

Comme tout mouvement fasciste, l'hitlérisme se présenta comme un mouvement populaire *antidémocratique, antiparlementaire, supernationaliste, anticapitaliste dans ses principes*, antiprolétarien dans la réalité, antirationaliste, anticollectiviste et pénétré de mysticisme religieux dans son idéologie.

Le nationalisme du mouvement fasciste n'a nullement sa cause première dans le fait du Traité de Versailles. Pas plus qu'en aucun temps, les origines d'un mouvement populaire de cette sorte ne peuvent être recher-

chées dans des événements de politique extérieure. On le constatera aisément, en considérant que le mouvement fasciste en Italie, celui des Cousistes de Roumanie, des Lappos en Finlande, du « Front national » en Suisse, naquirent et se développèrent dans les conditions de politique extérieure les plus diverses, mais en des circonstances sociales très analogues. Partout et toujours, ce furent d'abord des gens de la classe moyenne, urbaine ou rurale, appauvris dans la crise par le capitalisme, menacés par les efforts de socialisation du prolétariat, qui se donnèrent une organisation de combat. Le nationalisme de la petite bourgeoisie résulte de sa situation sociale, de son désir de supprimer la lutte des classes, de freiner les deux autres classes et de les fondre dans la « grande unité de la nation ». Ce nationalisme s'exprime par un patriotisme pacifique pendant les périodes de prospérité, par un chauvinisme agressif sous les coups de la crise. Si elle n'avait pas eu de Traité de Versailles, la petite bourgeoisie allemande aurait dû l'inventer.

Suivant le fascisme, la nation unifiée doit trouver sa synthèse dans un Etat puissant, autoritaire et juste pour chacun. La Révolution bourgeoise avait séparé la notion d'Etat de celle de société. L'harmonie des divers membres de la société devait résulter du libre jeu de la concurrence; l'Etat se trouvait réduit au simple rôle de veilleur de nuit. Le socialisme et le fascisme prétendent tous deux mettre fin à cette séparation. Mais, *tandis que le socialisme voit dans l'Etat un instrument de la domination de classe, qui doit perdre ses bases et donc disparaître avec la suppression des classes, tandis que le socialisme veut dissoudre pour ainsi dire l'Etat dans la société socialiste, le fascisme prétend au contraire étatiser le plus possible les facteurs de la vie sociale, réaliser l'Etat « total ».*

Le penchant religieux, la croyance aux miracles, le rejet de la confiance dans la raison sont pleinement compréhensibles, si l'on considère la situation du petit bourgeois en révolte et celle du militaire professionnel déraciné. Le militaire professionnel a justement fondé sa vie sur l'idée du risque. Rien ne lui est plus étranger que la pratique de la raison et que le calcul raisonnable du commerçant soigneux. Tout son être est une protestation contre le prosaïsme capitaliste; tout en lui exprime un « élan vital ». Et le petit bourgeois, placé sans espérances entre les deux autres classes, que lui donnerait la raison, sinon la certitude de sa disparition sociale ? Comme le singe de la fable, qui mettait ses lunettes sur sa queue au lieu de les placer sur son nez et qui, en constatant que cette manière d'opérer n'améliorait point sa vue, les brisa dans un accès de colère, le petit bourgeois s'emporte contre la raison, la maudit, et court aux astrologies de Hanussen, aux oracles de Hitler.

Le fascisme allemand présente toutefois une particularité qui le distingue de l'italien: l'antisémitisme, qui n'apparut en Italie que dans les débuts et d'une manière tout à fait sporadique. Pourquoi cet antisémitisme ?

L'antisémitisme

Rappelons encore que, dans l'Allemagne d'avant 1918, c'étaient presque exclusivement les classes de la noblesse et de la bureaucratie qui donnaient le ton dans le domaine politique. Celles-ci étaient hostiles aux Juifs, qu'avaient émancipés le libéralisme et l'application des principes du XVIIIe siècle. Les carrières administratives étaient donc déjà fermées aux Juifs. D'autre part, l'agriculture était étrangère à ceux-ci, concentrés dans les ghettos urbains.

Il n'est donc pas étonnant que ce milieu devait fournir un nombre particulièrement important de représentants des professions libérales et de commerçants. Les milieux intellectuels développèrent le libéralisme, qui leur avait donné la liberté, et contribuèrent ainsi à la ruine des idées conservatrices. Le commerce, c'est-à-dire la branche de l'organisation capitaliste la plus sujette aux transformations, la moins liée « à la glèbe » dans son évolution, la plus révolutionnaire, aussi dans ses origines, désagrégeait les anciens modes de vie. La Révolution de 1918 ouvrit aux Juifs de nouvelles possibilités et compléta leur émancipation. On ne peut donc être surpris de constater que presque tous les milieux israëlites adhérèrent au nouveau régime. Mais, dans le nouvel Etat, les Juifs ne pouvaient se ranger que parmi les partis de gauche. Les partis de droite étaient antisémites, le centre était catholique. Une grande partie de la jeunesse israëlite se tourna donc vers le mouvement ouvrier.

Pendant la période de prospérité, le nombre des commerçants s'accrut considérablement et, très rapidement, celui des étudiants. Cet accroissement se poursuivit pendant la crise, bien que pour d'autres motifs: des artisans et employés privés de leurs moyens d'existence cherchèrent à gagner leur vie dans le commerce de détail, tandis que le renforcement d'acuité de la concurrence exigeait de chacun une capacité plus grande. La poussée vers les Universités augmenta, et celles-ci devinrent des abris de chômeurs, alors que, par exemple, les deux tiers des offices d'avocats berlinois étaient occupés par les Juifs. Dès lors, lutte contre les Juifs signifiait simplement le combat pour le travail et pour la vie.

Aux yeux des masses de petits bourgeois, le Juif apparaissait en même temps comme le représentant du capitalisme et du socialisme prolétarien, c'est-à-dire des deux adversaires qui les menaçaient.

Les banques, qui ouvraient peu de crédit au petit commerçant, mais qui exigeaient de gros intérêts, les grands magasins, qui enlevaient la clientèle aux modestes boutiquiers, le petit usurier, qui faisait hypothéquer le bien du paysan, n'étaient-ce point là les Juifs, qui raflaient tout ?

Il faut aux mouvements populaires des adversaires et des alliés tangibles. Le Dieu qu'ils prient doit être un homme à longue barbe et l'ennemi qu'ils combattent doit être le Diable incarné. Et l'« étranger » est tout désigné pour être ce Satan: le traité de Versailles, qui opprime, et le Juif aux cheveux noirs, qui dépouille. Incapable de comprendre les lois du capitalisme, incapable de voir, sous l'extérieur du banquier Juif, les nécessités internes du système capitaliste, le bonhomme s'en tient aux apparences. Plus de grands magasins ! à bas l'esclavage du prêt à intérêts ! à bas l'Etat qui les protège ! qui a enfanté les criminels marxistes ! à bas le capitalisme et le socialisme, et à la porte les Juifs, leurs soutiens incarnés !

L'effondrement du mouvement ouvrier

Le mouvement ouvrier allemand, ce mouvement que les prolétaires organisés du monde entier étaient habitués à considérer avec fierté et espoir, a capitulé sans combat, laissant le champ libre au fascisme.

Il est à peine utile de parler ici de la social-démocratie, ce parti qui, en se plaçant sur le terrain de la démocratie bourgeoise et en agissant comme parti ouvrier bourgeois, devait s'engager dans l'impasse où il allait périr. Que la social-démocratie ait été, non le champion de l'avènement du socialisme, mais un obstacle à cet avènement, qu'elle ait été, non le fossoyeur, mais le médecin du capitalisme, cela, chaque marxiste, chaque révolutinnaire le sait depuis longtemps. Cette constatation présida à la naissance de l'Internationale communiste dont c'était la tâche de réunir autour d'elle et de conduire à la révolution les masses ouvrières groupées dans la social-démocratie sous l'influence de la bourgeoisie. Mais, en dépit d'une existence de quatorze ans, d'une organisation puissante, de nombreux effectifs, de l'existence de l'Union soviétique et de précieuses expériences internationales, ce parti ne s'est pas montré à la hauteur de sa tâche, il a fait défaut au moment où les circonstances étaient les plus favorables, et cela dans une mesure qui dépasse les frontières. La phraséologie des agents de Staline ne peut tromper là-dessus aucune personne bien informée: le Komintern est à son déclin.

La capitulation devant Tchang-Kai-Chek, la désagrégation sans combat du parti finlandais sous les coups du mouvement lappo, la disparition presque complète du parti italien, la scission survenue il y a trois ans dans le parti communiste suédois autrefois si fort, le particularisme des partis autrichien et anglais, la faiblesse du parti communiste en France, tout cela, que dissimulent des fanfares mensongères, montre la vérité à qui veut la voir.

Maintenant que le parti communiste allemand se trouve réduit à 25.000 membres (il y a deux mois encore, il en comptait vraisemblablement 350.000 !), une fraction de ses adhérents étant devenue indifférente, une autre fraction étant ouvertement passée au fascisme, une autre fraction encore se trouvant dans les prisons et camps de concentration, le Komintern fait encore proclamer par des gens comme Heckert qu'aucune défaite n'a été subie, que l'on a réduit systématiquement les cadres, que la politique du parti a toujours été bonne ! ce sont là des clameurs mensongères que l'on doit stigmatiser comme un crime envers les intérêts du socialisme.

Les pronostics du parti communiste allemand ont constamment jeté le trouble dans le prolétariat: en 1928, c'est-à-dire pendant la période de prospérité, on qualifiait encore la situation comme révolutionnaire; mais lorsque cette situation était devenue telle (par exemple après le krack bancaire en juillet 1931), on la niait. On déclarait tour à tour: « Hitler peut vaincre, nous sommes tranquilles, les communistes lui succèderont » (Remmele au *Reichstag*), ou bien: « Nous avons déjà le fascisme; la croyance à l'avènement d'un fascisme sur le modèle italien, l'opposition de ce fascisme à ce qui existe déjà est une folie libérale » (Werner Hirsch dans l'*Internationale*), ou bien encore: « Le fascisme a déjà dépassé son point culminant » (Comité central du parti communiste allemand après septembre 1930; Thaelmann devant la Commission exécutive du Komintern en 1932), et puis, tout à coup, sans préparation d'aucune sorte, on faisait des offres de front unique (notamment le 20 juillet 1932, jour de la chute du cabinet Braun-Severing en Prusse, après avoir peu de temps auparavant et, de concert avec les fascistes, provoqué un plébisciste contre le même Cabinet; le 5 mars 1933, après que les fascistes eurent déjà vaincu, on offre ouvertement de constituer un front unique et l'on renonce même, d'une façon inadmissible, à toute critique de la social-démocratie; ce front unique rejeté la veille encore, est recommandé, maintenant qu'il est trop tard et que les deux partis ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes !) La scission des syndicats et des autres organisations populaires, le nationalisme petit-bourgeois, l'organisation de grèves stupides où devaient échouer les travailleurs révolutionnaires, l'étouffement des conceptions démocratiques à l'intérieur des partis, l'expulsion des éléments les meilleurs, mais les plus indépendants de pensée, toute cette politique devait conduire à la catastrophe. Toute la stratégie que la bureaucratie dégénérée de l'Union soviétique impose dans chaque pays sous le pavillon de la « construction du socialisme dans un seul pays », condamnait le parti communiste allemand à l'impuissance. La durée moyenne d'adhésion au parti de chacun de ses membres ne dépassait pas environ un an, et il n'était plus que 12 % de ses effectifs qui fussent des ouvriers d'entreprise.

La prise du pouvoir par les fascistes

Une importante question se pose encore: sans aucun doute, Hitler a été appelé au pouvoir alors que son mouvement avait déjà dépassé son point culminant; comment cela s'expliuqe-t-il ? Ce problème met en lumière les rapports variables et compliqués existant entre le grand capital et le mouvement fasciste, entre le chef qui prétend utiliser le serviteur, et ce serviteur qui tend lui-même à devenir le maître.

Nous ne croyons pas nous tromper en formulant d'une manière apparemment paradoxale la réponse à cette question: *c'est justement parce que le mouvement hitlérien était menacé de la ruine que le pouvoir lui fut remis.*

La crise avait privé la haute bourgeoisie et la noblesse des fondements populaires de leur puissance politique. Le soutien passif de l'édifice weimarien, c'est-à-dire l'état d'esprit démocratique de la petite bourgeoisie, s'était définitivement décomposé, et, en même temps, les partis du Centre s'étaient désagrégés. A gauche, existait le bloc, d'apparence imposante, des partis ouvriers; à droite, le front croissant du fascisme. Les partis bourgeois qui s'étaient maintenus : Centre et Nationaux-allemands, étaient trop faibles et trop divisés pour se présenter comme des garants de stabilité démocratique.

On chercha d'abord la solution dans un gouvernement de dictature indépendant du Parlement, un gouvernement de « gens distingués » qui, parvenu au pouvoir sur le dos des masses fascistes, ne chercherait plus qu'à gouverner en dehors des fascistes. Mais un dilemme se présenta bientôt: d'une part, on ne pouvait gouverner longtemps en s'appuyant seulement sur la force des baïonnettes; d'autre part, un tel gouvernement ne pouvait se maintenir que dans la mesure où l'équilibre existait encore entre les blocs fasciste et prolétarien.

Si cet équilibre venait à se rompre, l'acrobate devait perdre pied. Et l'équilibre se rompit. La vague fasciste commença à refluer, et la gauche en reçut une impulsion; de ce fait, le but de la bourgeoisie, qui était de remédier à la crise aux frais du prolétariat, menaçait de s'évanouir. La grève commune des nazis et des communistes de la Société des transports berlinois montra en même temps les grands risques d'une évolution à gauche des masses nationales-socialistes.

La solution Schleicher se révélait alors impossible. Les ambitions de socialisme d'Etat du « général socialisant », ses efforts en vue de réaliser un bloc entre les syndicats et les fascistes sous l'égide de la politique « des faits » provoquèrent une explosion de haine générale contre lui (sauf en ce qui concerne l'industrie chimique). Les fascistes ne voulaient pas jouer un rôle subordonné, l'industrie lourde et la noblesse ne voulaient pas d'expérience de socialisme d'Etat, les sociaux-démocrates manifestaient une violente hostilité contre les dirigeants de syndicats qui faisaient des avances au Chancelier issu de la *Reichswehr*. Il ne restait plus à la bourgeoisie qu'à appeler Hitler au gouvernement, dans l'espoir de trouver en lui un serviteur obéissant. Hitler fut donc appelé. Les événements qui suivirent sont encore trop dans les mémoires pour avoir besoin d'être rappelés. Il se révéla bien vite que l'évolution historique ne se laisse retarder, ni par des conventions de papier, ni par des intrigues de couloir. On donnait au fascisme un doigt, il exigeait la main entière. Très vite, les aspirants-managers de l'hitlérisme se trouvèrent jouer le rôle de cet apprenti de la fable, qui ne peut se délivrer des génies qu'il a lui-même évoqués.

Les perspectives d'avenir

1° *En matière économique.*

Ce fut au commencement de la période de prospérité que Mussolini s'empara du pouvoir dans un pays resté en retard au point de vue de l'évolution capitaliste.

Hitler, lui, construit l'Etat fasciste dans un pays fortement organisé dans le domaine capitaliste et dans une période de dépression économique.

Les difficultés que rencontre Hitler sont donc plus grandes que celles auxquelles Mussolini a dû faire face. En outre, son parti renferme des conceptions contradictoires. La politique d'Hitler est essentiellement la résultante de ces tendances, mais les contradictions qu'elle exprime ne contribuent pas à en clarifier le tableau.

Il existe dans le cadre du parti hitlérien deux tendances contradictoires: l'une s'inspire des principes économiques libéraux, l'autre vise davantage au socialisme d'Etat; de ces deux tendances, la seconde présente sans aucun doute des caractères progressifs, mais elle aboutit en même temps à accroître le trouble de l'économie nationale, c'est-à-dire à aggraver les phénomènes de crise.

Jusqu'à présent, les mesures concrètes qui ont été, soit annoncées, soit mises à exécution, sont: « la suppression de l'impôt sur les automobiles, la réduction de l'impôt sur les loyers et de l'impôt sur les exploitations, l'introduction du service de travail obligatoire, l'établissement d'un programme de construction de routes, l'annulation des conventions collectives de travail, enfin le développement de la politique de colonisation agricole ». Quel est le caractère de ces projets ?

La suppression de l'impôt sur les automobiles doit ranimer l'industrie automobile et ses fournisseurs, la réduction de l'impôt sur les loyers doit encourager l'exécution de travaux de réparations immobilières, le service de travail obligatoire et le programme routier doivent fournir également de nouvelles possibilités de travail, la dénonciation des conventions collectives de travail annoncée par Hitler dans son discours du 1er mai doit avoir pour résultat une nouvelle réduction des salaires, donc un relèvement des bénéfices et, par voie de conséquence, du degré d'occupation des ouvriers dans l'industrie; la réduction de l'impôt sur les exploitations et la suppression de la réglementation légale des loyers constituent, indépendamment du boycottage des Juifs et de l'introduction d'un impôt majoré frappant les grands magasins, des mesures destinées à favoriser les classes moyennes des villes. La politique de colonisation agricole et la réduction éventuelle du taux des intérêts visent à secourir la classe paysanne. Si nous négligeons pour l'instant ces dernières mesures, le caractère de politique de classe de ces tendances apparaît tout à fait clairement: *pour le capital, contre le prolétariat.* La dénonciation des conventions collectives de travail signifie la réduction des salaires. Dans le domaine économique, la lutte de classes se traduit par la lutte pour l'accroissement de la participation de chacun au produit social. Par exemple, dans les communes, les ressources à consacrer aux dépenses d'intérêt social proviennent essentiellement des recouvrements au titre des impôts foncier et sur les exploitations; une réduction de ces impôts n'a donc qu'un sens: celui d'une plus-value accordée aux chefs d'entreprises ainsi qu'aux propriétaires fonciers, et une moins-value au détriment des prolétaires. L'introduction d'un impôt majoré sur les grands magasins signifie le renchérissement du coût de la vie, de même que les mesures prises en matière agricole doivent entraîner le relèvement du prix des graisses, le stockage des céréales, etc.

Presque toutes ces mesures provoquent d'ailleurs et avant tout un considérable accroissement du déficit budgétaire. Le déficit dépasse déjà le milliard, et les moins-values fiscales l'augmenteront. Les milliards nécessaires à la construction de routes n'existente pas; indépendamment du fait qu'il constitue en de nombreux cas une concurrence déloyale au détriment des ouvriers non-chômeurs, le service de travail obligatoire coûte beaucoup plus que les secours de chômage. Dans le système antérieur de travail volontaire, chaque chômeur incorporé coûtait annuellement entre 1.000 et 1.500 marks, alors que chaque chômeur ne coûtait qu'entre 400 et 600 marks. Si l'on considère que la couverture-or du mark est très faible, et que les exportations tendent à baisser, on reconnaîtra aisément que, même en obtenant le moratoire des crédits à court terme et en ne réduisant que faiblement le taux de l'intérêt, il sera extrêmement difficile de ne pas recourir à des mesures d'inflation. L'inflation aurait pour double résultat de débarrasser l'agriculture de ses dettes et d'amener la baisse des salaires réels, mais en même temps, elle dépouillerait une seconde fois la classe moyenne des villes et menacerait le système dans son existence même. Il se présente donc de forts obstacles dans cette voie, et l'on en vient à souhaiter de laisser les choses en l'état et d'attendre le renouveau de la prospérité mondiale. Le tableau devient encore plus compliqué si nous con-

sidérons les visées de socialisme d'Etat et les tendances hostiles à la noblesse que présente le fascisme. Il est vrai qu'ici, on ne peut s'attendre à rien de grave du côté du capital bancaire et industriel. Les arrestations de capitaines d'industrie ne signifient rien, en fin de compte, du point de vue économique. Mais certaines mesures formelles, destinées à recourir de leur étiquette une étatisation formelle des banques, etc., sont tout à fait possibles. D'autre part, il est possible aussi que des mesures soient effectivement prises contre les hobereaux.

2° *En politique extérieure.*

Une chose est claire: *avant tout, Hitler a besoin de la paix,* ne serait-ce que pour préparer la guerre, et ce n'est certes pas par amour de la paix, mais par l'effet d'une amère nécessité, même lorsque ses discours font de la nécessité une vertu. Mais contre qui sera dirigée sa politique ?

Les aspirations d'Hitler en politique extérieure, qui pour la plus grande partie lui viennent de son ami, le Balte Rosenberg, sont profondément remplies de contradictions, comme d'ailleurs tout le programme de cet adjudant devenu général. Dans l'intérêt de l'impérialisme allemand, il se dresse en même temps contre le Traité de Versailles et contre les puissances qui le garantissent, et, dans cette mesure, il continue absolument la tradition du gouvernement d'après-guerre, même si ses procédés revêtent une apparence plus guerrière que ceux de ses devanciers. En même temps, et, par principe, en première ligne, il s'élève contre l'Union soviétique.

« Les pensées sont proches dans l'esprit, mais les choses se heurtent dans l'espace ». Les puissances occidentales ont vu dans l'avènement d'Hitler une menace pour leur prééminence impérialiste. Tel est le motif réel de leur attitude en présence du sort fait aux Juifs allemands. Bien sûr, l'accueil fait aux Juifs a des raisons dans les principes libéraux qui sont ceux de ces puissances; bien sûr, les milieux juifs d'Angleterre et des Etats-Unis exercent une forte influence. Mais la raison profonde des sentiments témoignés en ces pays nous paraît beaucoup moins désintéressée: *sous le manteau du pro-sémitisme et de la défense de la civilisation, se cache la prétention de maintenir la supériorité politique du pays et d'empêcher la révision des traités,* — tandis que les Etats-Unis se réservent le rôle d'arbitres.

L'Italie ne s'est pas non plus montrée très enthousiasmée par les pensées d'union avec l'Autriche.

Dans ces conditions, il faut donc s'accommoder de la Pologne, protester de son amour de la paix, mais, en même temps, tenir un langage qui réveille à l'intérieur du pays l'enthousiasme populaire. Même le traité d'amitié avec l'Union Soviétique a été renouvelé, mais au même moment, on expédiait des délégués dans le plus de pays possibles, en vue de la conclusion éventuelle d'un pacte anti-soviétique.

L'Allemagne avait jusqu'à présent besoin de l'U.R.S.S. comme d'un marché, et, au point de vue politique, comme d'un partenaire contre le Traité de Versailles, ennemi de la Pologne, et enfin, dans une mesure non négligeable, comme d'un territoire propice à ses propres armements. L'Union soviétique avait besoin de l'Allemagne comme d'un fournisseur, comme d'une puissance propre à financer son plan quinquennal (les sommes prêtées à l'Allemagne par les puissances occidentales furent consacrées au financement des livraisons russes) et, politiquement, comme l'adversaire éventuel d'une guerre d'intervention menée par l'Entente. Dès maintenant, la situation s'est modifiée. L'Allemagne entend s'armer ouvertement sur son propre territoire; les ressources qui permettaient de favoriser l'équipement industriel de l'Union soviétique sont à peu près épuisées, et la continuation même de cet équipement est mise en question. Le danger d'intervention directe des puissances occidentales n'existe plus et, par un renversement de la situation, c'est Hitler lui-même qui se fait le plus ardent champion de cette intervention. Aussi, l'U.R.S.S. change d'attitude. Dans un article officieux de la *Pravda,* Radek se déclare contre la révision des traités pendant une période déterminée. En même temps, une section russe d'assaut est formée en Allemagne, et Rosenberg se met à la tête d'un comité germano-ukrainien.

3° *En politique intérieure.*

Les projets utopiques de Hitler ne sont pas réalisables. On ne saurait supprimer la lutte des classes, on ne saurait contenter en même temps toutes les couches de la société; du *panem et circenses,* les unes auront le pain, les autres... les jeux. Le désenchantement viendra. Mais *cela ne signifie point que le fascisme s'effondrera automatiquement, même dans un délai assez court. C'est à longue échéance qu'il faut ici prévoir.* Il s'est formé une classe importante de « profiteurs de la révolution » qui a recruté ses membres dans tous les milieux sociaux: elle est constituée par la nouvelle bureaucratie, par les milices armées, par les privilégiés qui dirigent les syndicats nazistes, etc. Tous savent à qui ils doivent leur situation. De son côté, *la bourgeoisie craint la chute d'Hitler bien davantage que son pouvoir,* et elle est toute prête à renoncer à sa puissance politique pour maintenir sa primauté sociale.

Le fascisme ne s'écroulera pas de lui-même: il devra être démoli: il ne pourra l'être que par une force prolétarienne. La création de cette force, l'organisation de nouveaux cadres révolutionnaires conformément aux leçons que dégage l'analyse des expériences internationales, et en rompant avec les faux dieux d'un passé périmé et compromis, voilà ce qui apportera la décision. Du parti social-démocrate tel qu'il était, il n'est resté presque rien. Mais ces militants les plus dévoués travaillent sans et même contre les vieilles méthodes du parti, unifiés par le cerceau de fer de l'illégalité. D'autre part, nous voyons l'appareil du parti communiste allemand qui, avec l'aide de Moscou, a recommencé son travail sans avoir rien appris. Mais une grande partie de ses militants se méfient et travaillent par eux-mêmes. Enfin ceux qui sont restés les moins touchés, les groupements qui depuis déjà longtemps avaient vu juste et dénoncé la politique périlleuse des bureaucraties, constituent les germes du mouvement ouvrier de l'avenir. Ces groupes sont: le parti socialiste ouvrier (S.A.P.), guidé par des militants du Spartakusbund de Rosa Luxembourg, qui compte 14.000 membres environ, et le petit cadre des « Bolcheviks-Léninistes », de Trotski. En combattant la dictature hitlérienne, ils commencent à rassembler les meilleurs révolutionnaires; en surmontant la phase précédente et ses fossiles : la bureaucratie stalinienne avec ses ultimatum et l'appareil bourgeois-réformiste du parti

social-démocrate — ils sont les représentants de l'avenir. Au cours de luttes difficiles, ils constitueront le nouveau parti. Le Chemin de Croix du prolétariat allemand n'est pas encore fini. Mais l'issue finale du combat pour la conquête de la liberté humaine ne saurait être douteuse.

Quand même !

UN ALLEMAND.

Solidarité pour nos frères allemands

Notre appel à la solidarité en faveur des révolutionnaires qui se trouvent en dehors de la IIe et de la IIIe internationale — c'est-à-dire : les membres du parti socialiste ouvrier d'Allemagne (S.A.P.) et les communistes oppositionnels — commence à être entendu. Certains syndicats ont voté un secours. Des camarades nous ont envoyé leur obole. Des listes de souscriptions sont rentrées. D'autres listes nous sont demandées. Certains militants se sont inscrits pour des versements mensuels. L'élan est donné ; il faut qu'il soit poursuivi.

Le soutien sera probablement long. Que les camarades qui le peuvent s'engagent à effectuer un versement mensuel, car nos camarades allemands doivent connaître approximativement, dès maintenant, sur quelles ressources ils peuvent compter.

Nous avons le ferme espoir d'apporter un peu d'aide et du réconfort aux militants restés sous la botte de Hitler.

La solidarité ouvrière ne sera pas un vain mot.

Adresser la correspondance et les fonds au camarade *Delsol*, Syndicat du Gaz de Banlieue, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10e). *Chèque Postal: Paris* 1748-92.

Premières listes

SOUSCRIPTION

Syndicat du Gaz de Banlieue (Paris), 500; Syndicat Maçonnerie-Pierre (Paris), 100; Relrerie (Paris), 100; Rosen, souscription (Paris), 137; Chalvet, souscription (Paris), 137; Simone Weil (Paris), 150; Richard (Landes), 20; Marcelle Pommera (Paris), 20; Mlle Jouveshommes (Puy-de-Dôme), 20; Syndicat Autonome de la Monnaie (Paris), 150; Maupioux (Paris), 20; André Narodestzki (Paris), 200; Syndicat National Enseignement (Finistère), 500; Cornec (Finistère), 100; Monatte (Paris), 30; Paul Vidal ((Aude), 20; Archenoul, souscription (S.-et-O.), 150; Pétrement Simone (S.-et-O.), 20; Baldacci, souscription (Loire), 215; Clément Camus, souscription (Paris), 45; Desminières, souscription (Paris), 36,50; Deschmique (Seine), 50; Mlle Thomas (Isère), 10; M. Alexandre, souscription (Seine), 800; Delsol (Paris), 30; Piquet (Seine), 20; Simone Weil, souscription (Yonne), 300; Perlis (Paris), 50; Lucie Colliard (Paris), 20; Bureau (Alger), 50; Chaneaux (Jura), 20 fr.

Total au 31 juillet: 3.945 fr. 50.

Fonds Esckstein, Klara Rubeli (Suisse): 492 fr. 60.

VERSEMENT MENSUEL

Ont pris l'engagement d'effectuer un versement mensuel: *Relrerie, Mlle Jouveshommes, Monatte, Clément Camus, Mlle Phileng, M. Alexandre, Pétrement Simone, Delsol, Simone Weil, Perlis, Piquet, Bureau,*

Deux corps d'armée engagés au Maroc

Pour Messimy et pour le Dubarry !

Les communiqués de la nouvelle guerre du Maroc s'étalent fièrement et presque quotidiennement, depuis le début des vacances parlementaires, dans la presse quotidienne. « Progression », « soumissions », « jonctions », il n'est question que de « succès ». Mais à quel prix ces succès sont-ils acquis ? Quelles sont les pertes ? Là-dessus les communiqués de Boncour, ministre du Maroc, et de Daladier, ministre de la guerre, sont muets. Il n'a fallu rien moins que la mort d'un fils du boucher Mangin pour qu'on la publie ! Sur les autres, sur la foule des morts anonymes, silence ! silence complet ! Tout ce qu'on sait, c'est qu'il y a **trente-quatre bataillons** d'engagés (dépêche de Rabat du 29 juillet). 34 bataillons, à 3 bataillons par régiment, cela fait, à deux bataillons près, 4 divisions : 2 corps d'armée !

Et il paraît que ce n'est pas la guerre !

***

Mais comment la Chambre radicale, comment les journaux de « gauche » ne seraient-ils point les premiers à couvrir de leur silence complice la guerre marocaine alors que leurs « chefs » sont les premiers à bénéficier de l'immense opération d'« accumulation primitive » dont les combats sont la préface.

Au Maroc, comme en Algérie, les tribus arabes ont été dépossédées — par les soins des résidents « civils » Steeg et Saint — de milliers d'hectares, au profit des conquérants. C'est ce qu'on appelle la « colonisation ». Or, parmi les attributaires de ces terres figurent, en première ligne :

1° le « colon » **Messimy,** sénateur radical-socialiste, ancien ministre de la guerre, l'un des plus vieux piliers du radicalisme : il a reçu 216 hectares dans la région de l'Oued Beth ;

2° le « colon » **Dubarry,** directeur de la « Volonté », grand journaliste officiel, depuis des lustres, du parti radical, manager de Caillaux, l'un des plus importants agents de liaison entre la finance et le parti radical : il a reçu 1.000 hectares à Kasbah Tadla.

Les camarades des générations d'avant-guerre se rappellent le scandale des « terres sialines » de Tunisie, dénoncé notamment par Vigné d'Octon dans la « Guerre Sociale » : les dizaines de milliers d'hectares de terres à oliviers de la région de Sfax distribués entre les parlementaires d'alors : Cochery, Boucher... C'est aujourd'hui, au Maroc, la même histoire qui recommence, mais au profit des radicaux au lieu de l'être à celui des mélinistes.

Grâce à sa distribution de terres aux parlementaires radicaux, M. Saint est devenu sénateur radical ; quant au « petit soldat de France » qui laisse sa peau au Maroc il saura désormais que son sacrifice n'est pas inutile : « Zouaves ! zouaves ! en avant !... Pour Messimy et le Dubarry ! »

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS EN ACTION

LES ASSASSINATS D'INDO-CHINOIS

On sait, à une unité près, le nombre de ceux que les Conseils de guerre Versaillais envoyèrent au poteau de Satory, le nombre de ceux qu'ils déportèrent à l'île Nou ou à la Nouvelle-Calédonie, mais on ne saura jamais le nombre — combien plus considérable ! — de ceux que les troupes de Thiers assassinèrent — en dehors du combat — au cours de la semaine sanglante et des journées qui suivirent. La Seine en coula rouge pendant plusieurs jours; c'est la seule précision qu'on ait.

De même on sait, ou plutôt les services gouvernementaux savent, et les historiens de l'avenir qui voudront dépouiller les archives pourront le savoir, le nombre de paysans indo-chinois « régulièrement » exécutés, déportés, condamnés aux travaux forcés durant les terribles années que vient de vivre le peuple indo-chinois, mais personne ne saura jamais le nombre de ceux qui furent assassinés: tués, torturés, sans même le moindre simulacre de jugement, par MM. les assassins patentés de la République française.

Un procès qui vient de se dérouler devant la Cour Criminelle d'Hanoï le 12 juin dernier, et où les accusés — européens assassins d'annamites — furent, naturellement, tous acquittés, soulève néanmoins un coin du voile.

Les accusés étaient au nombre de cinq, et appartenaient tous à la légion étrangère: deux sergents et trois soldats.

Les faits

Voici les faits tels qu'ils furent rapportés par l'acte d'accusation (1), corroborés par tous les témoignages, et avoués par les principaux accusés.

Le 29 mai 31, un sergent de la Légion étrangère nommé Layon reçut l'ordre de se rendre à un autre poste pour en ramener des légionnaires.

1. — Sur son chemin il rencontre un poste où il trouve, ligotté à un arbre, par le garde du poste, un annamite: il le tue d'un coup de revolver (2).

2. — Arrivé au poste, but de son étape, le sergent Layon y trouve 8 annamites qui y sont détenus, sans, dit l'acte d'accusation, que « *l'enquête ait pu préciser d'une manière indiscutable les conditions dans lesquelles ils avaient été arrêtés* ».

Accompagné du chef de poste, le sergent Von Bargen, également de la légion, Layon pénètre dans la cellule des prisonniers, en fait sortir un, auquel Von Bargen tire plusieurs balles dans la hanche, puis les légionnaires sont autorisés à frapper tous les prisonniers « *à coups de manche de pioche, de nerf de bœuf ou d'autres moyens analogues* ».

3. — On dîne, mais pendant le dîner des coups de feu se font entendre; c'est Von Bargen qui, pour se faire la main, avait fait extraire deux annamites de leur cellule et leur tirait dessus à coups de revolver.

4. — Sur ces entrefaites un annamite du voisinage, qui avait vendu peu auparavant des œufs au poste, vient en réclamer le paiement. Un légionnaire lui enfonce dans le coup à plusieurs reprises sa baïonnette, puis, en présence du sergent Von Bargen, un autre légionnaire l'assomme à coups de crosses, tandis que d'autres viennent lui casser des bouteilles sur la tête. « *Personne n'a pu dire s'il était déjà mort à ce moment* — dit l'acte d'accusation — *mais il pouvait être considéré comme tel...* »

4. — Le corps du marchand d'œufs est jeté dans un camion, dans lequel on a fait monter également les huit prisonniers. Et le sergent Layon — avec son camion, ses prisonniers et ses légionnaires — s'en retourne... Aucun des huit prisonniers ne devait arriver à destination.

Nous citons textuellement:

« Peu après le départ, Layon donna l'ordre d'arrêter le camion. Les témoins ont, à cause de l'obscurité, diversement apprécié la distance du point de départ puisque les uns l'ont fixée à 800 mètres, d'autres à 2 kilomètres. Cet ordre fut renouvelé à plusieurs reprises, deux autres fois disent Haman et Kopenski, trois fois d'après Scheffer et Kolodegny, quatre fois d'après Le Gallic (3). Ces témoins ne sont pas davantage d'accord sur le nombre de prisonniers qu'à chacun de ces arrêts fit descendre le sergent Layon, mais ils sont unanimes à déclarer que tous ces prisonniers ont été exécutés sur l'ordre formel de Layon, que ce sous-officier y a procédé lui-même pour tous, sauf un, en utilisant son revolver: que pour cette unique victime, il donna un ordre formel au légionnaire le Gallic d'y procéder et d'utiliser son mousqueton, le revolver dont il se servait venant de s'enrayer ».

Au passage d'une rivière on lava le camion pour faire disparaître le sang, puis, quelques kilomètres plus loin, on exécuta un tir à volonté afin de simuler une attaque « communiste ».

Des crimes aussi hideux, et l'acquittement qui les glorifia n'ont pas besoin de commentaires.

Plus hideux encore fut ce qu'ont révélé les débats.

---

(1) Tous les renseignements donnés dans cet article sont tirés des compte-rendus du procès donnés par deux grands quotidiens d'Hanoï: *L'Avenir du Tonkin* (pour l'acte d'accusation et la première audience du matin) — *France-Indochine* (pour les audiences suivantes). Les passages que nous mettrons entre guillemets seront directement empruntés à l'un ou l'autre de ces journaux.

(2) A l'usage spécial de M. le Président de l'Internationale socialiste qui admire les places du Maroc où «*autrefois*» on exposait les têtes de rebelles, notons ce détail: on avait mis dans les mains de cet annamite ligotté la tête d'un autre annamite tué peu auparavant.

(3) Tous ces hommes sont des légionnaires.

Nous avons agi par ordre

La défense des accusés s'est résumée ainsi: nous avons agi par ordre, nous n'avons fait que ce que tout le monde fa sa.t, et ce que nous étions habitués à faire au Maroc, d où nous venions directement.

Or *c'est ce qu'ont confirmé unanimement les témoins*, y compris *les propres chefs des accusés*, tous les officiers et sous-officiers de la Légion cités, depuis le sergent-chef jusqu'au commandant, et la plupart se sont glorifiés d'en avoir personnellement fait autant.

Voici leurs dépositions — dans l'ordre hiérarchique — d'après le compte-rendu (sténographique pour la séance du 12 juin) de *France-Indochine*:

DÉPOSITION DU LÉGIONNAIRE BILLOT:

« Le Président lui demande quels ordres on lui a donné au sujet des prisonniers.

Ce à quoi il répond que les ordres qu'on lui a donné consistaient à tuer les prisonniers faute de place dans les prisons. Il a donc constaté qu'on a tué 9 prisonniers sur 10 ».

DÉPOSITION DU LÉGIONNAIRE FORBERG:

« Ce témoin confirme la déposition des autres témoins. Il dira que les instructions qu'on lui a données étaient de tuer tout prisonnier ».

DÉPOSITION DU LÉGIONNAIRE PAWLOWSKI:

« *M. le président:* Avez-vous reçu des instructions d'exécuter les prisonniers ?

Le témoin: Oui, des instructions de M. Robin (4), lequel ensuite nous a félicités et nous a dit: Très bien, continuez ! »

DÉPOSITION DU LÉGIONNAIRE EGLOFF:

« *M. le président:* Il résulte qu'au poste de Nam-Dan se trouvaient des individus qui étaient des coolies dénoncés par les autorités indigènes comme perturbateurs. Etes-vous au courant de ce fait ?

Le témoin: Non. En ce qui me concerne il m'est arrivé de tuer après avoir interrogé les prisonniers.

Me Pascalis (avocat): Je voudrais demander au témoin si, en décembre 1930, on ne lui a pas donné une liste de noms marqués d'une croix, à exécuter, liste donnée par un Résident ?

Le témoin semble ne pas comprendre la question et ne répond pas ».

DÉPOSITION DU LIEUTENANT LEMOANNE:

« J'ai reçu l'ordre du commandant Lambert de fusiller tous les prisonniers. Il m'est arrivé de prendre les communistes (5) en flagrant délit que je faisais exécuter aussitôt.

M. le président: Vous avez fait torturer les prisonniers.

Lemoanne: C'était pour influencer la population ».

DÉPOSITION DU CAPITAINE DOUCIN:

« *M. le président:* Les accusés ont prétendu avoir reçu des instructions verbales.

Capitaine Doucin: Les prisons étaient pleines. Ces propos ont été tenus dans les postes lors des inspections. On ne cessait de faire des arrestations. D'autre part des instructions précises étaient données par le message confidentiel 280 du 8-10-30, prescrivant de passer par les armes tout communiste pris en flagrant délit, ou manifestant...

...Je sais bien qu'ils se sont livrés à des actes sanglants. Mais ils ont fusillé quoi ? des communistes ! (6) Eh bien, ils n'en ont pas fusillé assez, voilà mon opinion !

M. l'avocat général: On n'était pas nécessairement communiste parce qu'on était arrêté... »

DÉPOSITION DU COMMANDANT LAMBERT:

« *Ct Lambert:* ... Les premiers ordres que nous avons reçus datent d'octobre, au moment où la rébellion gagnait Thanhoa. Ces ordres, vous les connaissez, c'est la note No 280 du Résuper (7) et du Comat.

M. le président: En dehors de cette note, qui concernait les communistes, pris en rébellion, y aurait-il eu des ordres verbaux ?

Ct Lambert: Parfaitement ! donnés par M. Robin, au cours d'inspection. Ils prescrivaient de faire le moins possible de prisonniers. Des Résidents ont donné cet ordre à des légionnaires...

M. le président: Comment se fait-il, alors, que les autorités militaires aient trouvé cela anormal et aient pris des sanctions ?

Ct Lambert: L'autorité militaire a ouvert une petite instruction et c'est tout. Layon n'a pas été cassé. Bargen l'a été pour un tout autre motif...

Me Pascalis pose alors une question au Ct Lambert sur la façon dont a été opérée la répression au Maroc. M. l'avocat général s'y oppose et M. le président ne la permet pas... »

SECONDE AUDITION DU COMMANDANT LAMBERT:

« *M. le président:* Comment se fait-il que les légionnaires aient reçu des ordres aussi sévères ?

Le Ct Lambert: Je n'ai jamais donné les ordres de tuer. *Ce sont les autorités civiles qui ont donné ces ordres...* (8).

M. l'avocat général: Quelle nécessité Layon avait-il de faire un faux rapport à son capitaine ?

Le Ct Lambert: Les ordres étaient donnés de tuer le plus possible ».

Après l'approbation de leurs chefs, il manquait encore aux assassins quelque chose: la bénédiction de l'Eglise !

La Sainte-Trinité du Capital, du Sabre et du Goupillon doit toujours être au complet. A l'autorité civile, représentante du Capital, qui donne l'ordre d'assassiner, au Sabre qui exécute l'assassinat, doit, conformément à une tradition millénaire, s'ajouter l'Eglise pour bénir les assassins.

La bénédiction divine a été apportée aux légionnaires assassins, par le *Père Gauthier*, missionnaire, qui, au nom de l'Evangile est solennellement venu déclarer à la barre du Tribunal:

« Il fallait que quelqu'un vienne avec un peu de poigne pour les (9) remettre à la raison. Nos légionnaires, je m'en porte garant, devant la Cour et ces Messieurs, ont fait bonne œuvre, œuvre patriotique, œuvre française, et remis la paix dans le pays ».

Eh bien ! Avions-nous tort d'évoquer la Semaine Sanglante ? Et aussi Hitler et Mussolini ? Quelle différence y a-t-il entre les assassinats commis par les légionnaires d'après les instructions de la note 280 et les ordres verbaux du gouverneur Robin, et les assassinats commis par les vaincus de Sedan, les «squadres» fascistes et les « sections d'assaut », sur l'ordre de Thiers, de Mussolini et d'Hitler ?

Aucune ! Ni moralement, ni juridiquement, ni socialement !

Car il ne faut point s'y tromper. Le mouvement d'Indo-Chine est avant tout un mouvement *social*: un mouvement dirigé autant, si ce n'est plus, contre les

---

(4) Robin, gouverneur général.

(5) On verra plus loin ce qu'il faut entendre par « communiste », en Indo-Chine !

(6) Il s'agit des hommes tués par les accusés, c'est-à-dire des hommes dont on n'a pu établir pourquoi ils avaient été arrêtés. On voit ce qu'il faut entendre par « communiste » dans la bouche de ces Messieurs.

(7) Résident supérieur.

(8) C'est nous qui soulignons.

(9) « Les », ce sont les « communistes ».

« notables » indigènes que contre les français — ainsi qu'il résulte de plusieurs dépositions au même procès. Ce fut simplement une phase de la grande lutte des exploités contre les exploiteurs, la révolte des travailleurs crève-la-faim, contre ceux qui profitent du produit de leur travail.

Et cela explique la férocité des ordres donnés, le lâchage à travers ce peuple désarmé et doux des brutes ivres de la légion. Car la férocité est la caractéristique des guerres *sociales*. Beaucoup de nos camarades s'élèvent à juste titre contre la guerre étrangère et contre la haine qu'on est trop porté à avoir pour l'« étranger ». Ils ont raison, mais la haine pour l'étranger n'est rien à côté de celle que professe le propriétaire pour le prolétaire, le nanti pour le dépossédé. Aucune guerre étrangère n'a jamais atteint en fureur celle dont font preuve les privilégiés à l'égard de leurs propres « compatriotes » dès qu'ils craignent pour leurs privilèges. Ni la guerre de 1870 ni celle de 1914 n'ont vu des horreurs comparables aux assassinats en masse de la Semaine Sanglante, aux asssassinats d'Indo-Chine, à ceux des hordes fascistes et hitlériennes. Dans la guerre contre l'« étranger » on se croit tenu encore à une certaine décence, à l'observation de certaines règles. Dans la guerre contre le pauvre qui se rebelle, le riche n'observe plus rien; fou de peur, à la pensée de perdre la possibilité d'exploiter son semblable, il tue et fait tuer, sans relâche et sans pitié ! C'est la brute déchainée.

Le coup des « otages »

Nous venons de parler de la Semaine Sanglante. Même dans le détail, se retrouvent en Indo-Chine les mêmes procédés.

Lorsque les Versaillais eurent, après la sortie du 4 avril, massacré les gardes nationaux qu'ils avaient fait prisonniers, la Commune prit son décret décidant qu'un certain nombre de bourgeois représentatifs seraient exécutés, si Versailles continuait à tuer les communards prisonniers, et lorsque, six semaines plus tard, les Versaillais entrés à Paris et ayant recommencé leurs massacres de prisonniers, les combattants parisiens mirent à exécution le décret de la Commune, cet acte purement *défensif*, représaille, presqu'insignifiante, à l'égard d'assassinats qui se comptaient déjà par milliers, devint, pour les apologistes stipendiés de la bourgeoisie, l'excuse des événements... qui l'avaient précédé ! Le mensonge de « l'Histoire » justifie les assassinats de Versailles par le meurtre des otages; dans la bouche de ces faussaires professionnels, c'est la conséquence qui est présentée comme la cause !

Eh bien ! il en fut de même au procès des légionnaires d'Indo-Chine.

On « expliqua » les assassinats commis par les accusés, par le meurtre survenu quelques jours auparavant, du sergent de légion Perrier, tué, à coups de lances, par des annamites. Mais ce meurtre eut lieu en mai 31, et c'est d'*octobre* 30 que date la note confidentielle N° 280 à laquelle tous les tueurs font remonter l'origine de leurs tueries. C'est à partir de cette date que les assassinats ont commencé. Aucun des témoins, venus déclarer avoir eux-mêmes tués, n'ont établi de relation entre leurs assassinats et le meurtre du sergent Perrier, mais seulement avec les ordres reçus — qui sont de plus de six mois antérieurs au meurtre de Perrier. C'est donc seulement au bout de six mois de tuerie et d'assassinat — après le meurtre de combien des leurs ? — que les travailleurs annamites tentèrent une représaille, en la personne du sergent Perrier. Et c'est cette représaille, qui, comme celle des otages, devient la justification des assassinats commis ! Layon avait le droit d'immoler dix annamites à la mémoire du sergent Perrier; mais les annamites n'avaient pas le droit d'immoler Perrier à la mémoire de ceux qui avaient déjà péri en vertu de la note confidentielle N° 280, et des ordres verbaux de Monsieur le Gouverneur Robin !

Une lueur d'espoir...

Au milieu des faits les plus écœurants, il est rare pourtant de ne pas trouver au moins un trait réconfortant. Même dans l'océan de meurtre et de sang qui s'étala sans vergogne devant la Cour d'Hanoï, on trouve une lueur, une seule, d'humanité, ou plutôt une lueur d'espoir d'humanité.

C'est dans la déposition d'un fonctionnaire annamite le Tong-Doc de Vinh.

Celui-ci ayant déclaré qu'il avait « *fallu avoir recours à la légion* », le président lui demanda: « *la Garde indigène ne suffisait pas ?* »

« *M. le Tong-Doc:* Nous n'avons pas confiance en la garde indigène au point de vue de la sécurité.

M. le président: Et l'infanterie coloniale ?

M. le Tong-Doc: L'infanterie coloniale ? maintenant oui, mais au début ! Il fallait la Légion, avec les théories venant de Moscou ».

Ce qui veut dire, en bon français, que l'infanterie coloniale se serait refusée à assassiner; qu'elle se serait refusée à appliquer la note 280 et les ordres verbaux du gouverneur.

Pour assassiner, il a fallu faire appel, non à des soldats réguliers, comme ceux de l'infanterie coloniale, mais à des mercenaires: les légionnaires. Comme les industriels de Turin et ceux de la Ruhr, la bourgeoisie française a dû, pour faire assassiner les travailleurs, recourir à des assassins à gages.

Et ceci montre, une fois de plus, ce sur quoi nous avons, à plusieurs reprises, attiré l'attention: l'ennemi, c'est avant tout le militaire professionnel, le soldat mercenaire. Toute mesure de désarmement qui tendrait à réduire l'armée fondée sur la conscription au bénéfice de l'armée de métier, serait un coup terrible porté au prolétariat; ce serait remettre le monopole de la force entre les mains de ses ennemis de classe. Ce qu'il faut désarmer, d'abord et avant tout, c'est l'armée mercenaire; en France: gardes mobiles et légion étrangère.

C'est là, non point le principal enseignement des assassinats d'Indo-Chine, mais c'en est un:

A BAS LA GARDE MOBILE! A BAS LA LEGION!

R. LOUZON.

NOUS AVONS REÇU :

FRANÇOIS LUCCHESI: *La philosophie de Stirner* (chez l'auteur).

Commentaire vigoureux et clair du livre fameux de Stirner, l'*Unique et sa Propriété*, livre de chevet des individualistes anarchistes, réaction utile contre certaines formes d'un soi-disant communisme qui sous prétexte de subordonner l'individu à la collectivité, l'asservit, en fait, à d'autres individus.

NOTES SUR LE CONGRÈS SOCIALISTE

Grand émoi dans le parti socialiste. Le Congrès de Paris de juillet dernier n'a pas amené de scission matérielle, mais la scission morale, dont on parlait depuis six mois, s'est, paraît-il, aggravée. Sur quels points porte-t-elle ? Quelle en est l'importance ? Quelles répercussions peut-elle produire sur l'ensemble du mouvement ouvrier ? Il est curieux de le rechercher.

Laissons d'abord de côté la querelle née des incidents parlementaires que tout le monde connaît. Je la considère comme le corollaire de divergences plus profondes, ou plutôt comme la conséquence de la confusion qui règne dans tous les esprits, y compris les nôtres.

1° Les interventions des orateurs de la « droite » marquent-elles le début d'une entreprise de national-socialisme en France ? Et, si elle existe, quelles sont les chances de succès d'une pareille entreprise ?

2° Le repliement des luttes politiques sur le plan national, à la suite de la désagrégation des Internationales ouvrières, et de l'avortement des tentatives internationales du capitalisme (Genève, Londres), peut-il être exclu comme directive provisoire ? S'y associer est bien dangereux ; s'y résigner, bien insuffisant.

3° Les classes moyennes sont à l'ordre du jour. Hier encore, appoint interchangeable dans les luttes politiques, vont-elles devenir les arbitres de nos destins ? Elles tourbillonnent au moindre vent, mais quand le vent souffle en tempête, la poussière inconsistante devient dangereuse pour les yeux les mieux conformés.

4° Lorsque tout fout le camp, lorsque la bourgeoisie, pour conjurer la crise, ne sait plus à quel saint se vouer, est-ce que la conscience de la classe ouvrière n'est pas, elle aussi, frappée de vertige ? Trouve-t-elle, dans ses organisations propres (syndicats, coopératives, bourses du travail, maisons du peuple) une sécurité et un refuge ? N'est-elle pas gênée et alourdie, au contraire, au moment décisif par des « réalisations » trop poussées ?

Une plaisanterie un peu forte : le néo-socialisme autoritaire

Ne s'est-on pas trop pressé de coller l'étiquette de « fascistes » aux plus incompétents de nos ministérialistes ? Lorsqu'on a relégué une bonne fois au magasin des accessoires la révolution sociale, c'est-à-dire la mutation brusque d'une société qui fait peau neuve, (et sur ce point Paul Faure semble d'accord avec Marquet), la pensée des parlementaires réformistes est parfaitement compréhensible : si l'on prétend faire sortir la démocratie sociale de la démocratie politique, pourquoi ne pas chercher à mettre l'Etat au service de la coalition anticapitaliste ? Le système économique actuel a fait la preuve de sa décadence et de son incapacité. Il représente le chaos. Contre lui se dresse un système nouveau qui représente l'ordre, et qui tire son autorité morale de l'excellence de ses principes.

Puisque l'on considère l'Etat comme un « pouvoir » indépendant des classes — influencé par elles, c'est entendu, mais pouvant trouver dans son indépendance relative la possibilité d'arbitrer les conflits sociaux — l'appareil politique, qui n'a plus d'emploi pour défendre un système économique périmé, trouve un emploi nouveau au service du système de remplacement.

Précisément, celui-ci a besoin, pour réaliser « le démembrement et, s'il se peut, l'écrasement d'un certain nombre de résistances ou de folles agressions capitalistes » d'une autorité matérielle qui s'accouple à l'autorité morale. La majorité parlementaire, les ministères, les leviers de commande serviront à cette besogne. De même qu'après un accident qui vient de « bouziller » la carcasse d'une voiture en laissant le moteur indemne, on s'efforce d'utiliser ce dernier sur un autre châssis, de même on tâchera de plaquer la machine gouvernementale, entre des mains expertes, sur le châssis anticapitaliste.

Toute autre est la conception de ceux qui pensent que la lutte révolutionnaire suit un processus opposé. L'Etat, étant considéré comme l'instrument d'oppression d'une classe sur une autre, est destiné à succomber en même temps que la classe qu'il représente. Toutes les grandes révolutions nous ont montré que l'avènement d'une puissance nouvelle, d'une classe nouvelle est le résultat de l'affaiblissement du pouvoir politique ancien, du démantèlement de ses pièces maîtresses, de la désagrégation des défenses et de la démoralisation des défenseurs. Les assaillants ont créé de toutes pièces les éléments d'un pouvoir nouveau, les fondations d'un Etat nouveau, sur lesquels s'édifient les constructions juridiques, économiques et politiques de la révolution ; ainsi les Fédérations de 1789 et les sections de 1793, ainsi la tentative fédéraliste de la Commune, ainsi les Soviets de 1905 et de 1917. Le jour où la social-démocratie abandonna le système des Conseils et opta pour le Parlement de Weimar, la Révolution allemande était morte.

Je reviendrai quelque jour sur cette opposition. Il faut l'avoir présente à l'esprit pour ramener à sa juste proportion la querelle qui partage, sur ce point, le parti socialiste. Aucune divergence profonde ne séparait ici Guesde de Jaurès, aucune ne sépare aujourd'hui leurs disciples respectifs.

Est-ce que cette identité de vue théorique s'accompagne d'un désaccord important dans la pratique ? Je ne le crois pas.

Il n'est pas contestable, en particulier, que la propagande de Renaudel et de ses amis ait été jusqu'à présent dirigée par le souci de maintenir dans le pays une majorité cartelliste et démocratique. Suffrage universel, liberté de la presse, laïcité, liberté de réunion et d'association, droits de l'homme et du citoyen : voilà la tradition sur laquelle ils s'appuient. Quelles concessions un pareil programme peut-il faire au fascisme, qui est exactement tout le contraire ?

Pas plus que le Labour Party n'a suivi Mac Donald et Snowden dans leur évolution rétrograde, pas davantage les fidèles du socialisme radicalisant ne suivraient leurs leaders habituels dans une négative aussi osée de leurs propres principes. Où ceux-ci trouveraient-ils des troupes ? Dans les campagnes, dans ces régions de petite propriété paysanne, où la séparation est si accentuée entre les rouges et les blancs ? Allons donc ! Dans les villes, dans la C.G.T. de Jouhaux, dans les corporations ouvrières modérées, parmi les fonctionnaires ? Ce serait une gageure !

On invoque l'exemple d'Hitler et de Mussolini, mais on ne remarque pas assez que tous deux ont commencé avec peu de troupes et un programme catégorique d'opposition, l'un contre les tares du parlementarisme giolittien, l'autre contre l'Allemagne du système de Weimar. Je ne vois rien d'analogue dans les paroles et les écrits que nous connaissons.

Je ne crois donc pas à la possibilité d'une semblable entreprise, ni même à son existence. Plus réelles au contraire et plus sérieuses sont les divergences portant sur les autres points. Je les étudierai ultérieurement.

Jean LEMOINE.

Au moment de mettre sous presse paraît un communiqué sur la guerre du Maroc se décidant à avouer quelques pertes dont celles d'un lieutenant-colonel et d'un capitaine d'ÉTAT-MAJOR.

Ce qu'il a fallu que ça chauffe dur !

Un témoignage de la Renaissance du Syndicalisme

Le Congrès du Syndicat National des Instituteurs et Institutrices

Le Congrès du Syndicat National des Instituteurs et Institutrices s'est réuni à Paris, Gymnase Huyghens, les 3, 4 et 5 août.

La première séance est présidée par JACQUEMARD, secrétaire de la section de la Seine.

Après avoir présenté les excuses de la camarade Marthe PICHOREL, empêchée par la maladie de participer au Congrès, Jacquemard donne le ton de cette séance en déclarant que les instituteurs « ne doivent pas compter sur ceux (le gouvernement) qui ont montré, il y a quelques jours, qu'ils faisaient peu de cas de la parole donnée, mais sur la classe ouvrière ».

Le débat sur le rapport moral

Le lecteurs de la *Révolution prolétarienne* connaissent l'organisation remarquable du Syndicat National: c'est ainsi que la discussion du rapport moral se trouve classée en chapitres: affaires corporatives, affaires administratives, relations internationales, éducation sociale, *Ecole Libératrice*, défense laïque, propagande, affaires coloniales.

C'est sur le premier de ces chapitres, les affaires corporatives, que s'engage le plus important débat.

Au nom de la section de l'Aisne, BUGAIN demande une approbation unanime du rapport moral; il apporte à la tribune ce qu'il appelle « notre cruelle déconvenue de syndicalistes et d'hommes de gauche qui, après avoir, l'an dernier, lutté contre les forces de réaction constatent que les promesses de la nouvelle majorité parlementaire, sans exception aucune, ont été oubliées ».

Ceci, évidemment, ne saurait surprendre ALLOT (Finistère) qui, lui, apporte une réserve à l'approbation du rapport. Il lui paraît que sur la question des retraites l'action du bureau du Syndicat National a été un peu faible et sur un point regrettable: « Il nous a semblé qu'on avait trop confiance dans les promesses ministérielles ». Allot retrace brièvement les péripéties de ce conflit; il déclare que la réunion du conseil national du 22 juin fut tardive; enfin, il réclame une action ferme et énergique pour la rentrée en vue de laquelle il préconise une grève de 24 heures car, conclut-il avec une netteté toute bretonne, « nous ne pouvons pas admettre que l'on se f... de nous ».

Retraites et traitements seront les deux points essentiels d'une discussion au cours de laquelle on envisagera surtout les moyens d'agir à la fois pour obliger le gouvernement à tenir ses promesses quant aux retraites et pour préserver les traitements de toute nouvelle atteinte.

BABAU, des Bouches-du-Rhône, déplore que les instituteurs accordent encore trop d'importance aux hommes politiques: « Notre syndicalisme, déclare-t-il, est au-dessus et en dehors de tous les partis politiques ». (*Vifs applaudissements*). Mais Babau ajoute que si l'idée de la grève de 24 heures est séduisante, elle n'est pas encore assez ancrée dans le personnel; à son avis, il faudrait organiser d'abord l'abstention aux conférences pédagogiques à la rentrée.

Voilà maintenant ESCOFFIER (Vaucluse), homme calme, qui rappelle la délégation du 22 juin à la présidence du Conseil. Se basant sur des chiffres maintenant admis comme exacts, les délégués du S.N. demandaient à M. Daladier de prendre un décret annulant celui du 8 novembre dernier et reclassant les instituteurs dans les services actifs. M. Daladier répondit: « *Si vos chiffres sont justes, le décret, je le prendrai* ». Or, dit Escoffier, nous l'attendons encore ! Cependant, Escoffier est disposé à une nouvelle attente. Représentant précisément la section du département de M. Daladier, il énumère une série de démarches faites sur le plan local auprès du président, puis il déclare que, pour aujourd'hui, il préfèrerait que le S.N. fasse encore de la diplomatie plutôt que d'entrer en lutte ouverte avec le gouvernement.

Voilà le problème posé.

ROMPRE OU NE PAS ROMPRE

VALAX, jeune délégué du Tarn, apporte, on devait l'apprendre par la suite, le point de vue de l'Opposition syndicaliste révolutionnaire, nom de baptême du camouflage du Parti communiste dans les syndicats confédérés. Cela ne l'empêche pas de faire preuve d'un certain opportunisme en déclarant que la masse n'est pas encore prête à accepter la grève de 24 heures et que la mesure immédiate à prendre, c'est la rupture avec le gouvernement.

En somme, le représentant de l'O.S.R. est plus modéré qu'Allot.

DELAHAYE (Manche), qui évoque le type classique du vieux « pédago » de province, souligne le profond mécontentement et la grande désillusion de la masse des instituteurs et institutrices, ajoutant cependant que la majorité de son département « répugne à l'idée de la grève scolaire » considérée dans les campagnes comme dangereuse en face des adversaires de l'école laïque. Son moyen d'action, c'est la cessation de tout concours aux œuvres postscolaires.

Une bonne grosse jeune figure, c'est VEILLER (Cantal), qui, d'une voix douce, affirme que le Congrès se trouve devant un triple échec: sur l'avancement, sur les retraites, sur les traitements. Un réconfort: le succès du mouvement du 20 février, « où Delmas a vraiment joué son rôle de chef, d'entraîneur d'hommes ». (*Applaudissements répétés*). Toutefois, Veiller regrette que le Cartel confédéré des services publics soit resté inactif après cette belle démonstration. Des meetings

et des manifestations auraient pu être organisés. Il réclame une campagne de propagande susceptible de préparer les instituteurs, dont l'éducation syndicaliste se fait lentement, à l'idée de la grève de 24 heures.

Avec TERRIEN (Gironde), nous allons entendre non seulement le délicieux accent bordelais mais la thèse intégrale de la diplomatie opposée à la rupture. L'orateur ne cache pas qu'il n'approuve pas entièrement l'attitude du bureau du S.N. dans ses rapports avec le pouvoir. (Il convient de noter qu'il se défend avec énergie d'être influencé par telle ou telle personnalité politique). Qu'avons-nous vu tout récemment ? Le ministre du budget ayant décidé une diminution de 10 % de toutes les indemnités des fonctionnaires, Laurent, secrétaire de la Fédération des fonctionnaires, et Courrière, secrétaire de la fédération postale, ont pris le train pour Vichy où M. Daladier villégiaturait. Ils ont conversé, ils n'ont pas coupé les ponts, et la décision du ministre du budget a été rapportée. Terrien demande, au lieu de la rupture, une pareille démarche ultime auprès du président du Conseil à qui le Congrès enverrait sur l'heure une délégation à Vichy.

Sur cette question des retraites, la section de la Seine préconise, par la bouche de LAVERGNE, élégant et bref, la rupture des relations avec le gouvernement et la confiance au bureau du S.N. pour déclencher le mouvement au moment opportun, puis la parole est à André DELMAS, secrétaire du Syndicat.

UNE ANNÉE DE DEFENSE

Grand et mince, Delmas fait « très jeune » et il faut quelque temps pour réaliser que c'est bien lui qui mène une barque où plus de 80.000 instituteurs et institutrices sont montés. Eh bien ! sitôt les premières paroles de cet orateur calme et sobre, on devine qu'en effet il sait conduire. Ajouterai-je qu'il fait montre d'une franchise égale à son habileté ?

Ma foi ! j'écris cela comme je le pense. A l'heure où tant de gens s'efforcent d'attirer les jeunes, il est réconfortant que le syndicalisme des instituteurs les ait déjà appelés à impulser son action. Le Syndicat National compte de grandes forces d'avenir.

1932-1933 fut pour les instituteurs, débute Delmas, une année de défense où « nous nous sommes battus avec énergie mais pas toujours avec succès ». Il répond sur quelques points secondaires évoqués, loi sur le recrutement, suppléants et intérimaires, avancement à la 1re classe et titularisation par promotion, puis il apporte, selon sa formule, certaines précisions quant aux traitements.

La question s'est posée sous le gouvernement Herriot-Germain-Martin. Une belle campagne du Cartel confédéré des services publics fit avorter la diminution. Herriot tombé, vint le ministère Paul-Boncour, au sein duquel il y eut attitude double, celle de Boncour, se prétendant toujours d'accord avec ses « conceptions syndicalistes », et celle de Chéron, préparant un projet plus grave que celui de Germain-Martin. C'est le Cartel qui. appuyé par la C.G.T., non seulement fit échouer le projet Chéron mais renversa le gouvernement.

Vint M. Daladier.

Il envoya un projet à peu près inoffensif au Sénat, où le « directeur de conscience de la République », M. Caillaux fit décider par la commission des finances une réduction de 5 % de tous les traitements au-dessus de 7.000 francs par an et une réduction de 10 % de toutes les indemnités. Et allez donc !

Le Cartel des services publics se réunit, protesta, et s'en fut voir M. Daladier, le 15 février au soir. « M. Daladier est un homme charmant, dit Delmas. Il vous donne du « cher ami », et semble vouloir vous initier aux charges et ennuis de l'emploi tant et si bien qu'au bout de 10 minutes d'entretien vous avez l'impression qu'il y a deux présidents du Conseil, M. Daladier et vous. »

Tout charmant qu'il soit, le président du Conseil déclara « qu'il n'avait pas le Sénat pour lui » et ne pouvait rien faire. Alors que la délégation parlait grève, il ajouta toutefois que si les fonctionnaires recouraient à la grève, ils n'obtiendraient aucun succès. « Sur ce, déclare Delmas, M. Daladier n'ayant aucun désir de se battre pour nous au Sénat, nous décidâmes d'appeler sans tarder les fonctionnaires à l'action ».

LE MOUVEMENT DU 20 FEVRIER

Ce fut le mouvement de grève d'une demi-heure du 20 février, auquel les instituteurs participèrent de façon effective, à l'appel du S.N., et bien que le Conseil national de Noël n'ait pas donné de mandat précis au bureau. A la Noël, vous avez, ajoute Delmas, sous-estimé les forces des instituteurs. Le mouvement du 20 février a surpris le gouvernement et étonné l'opinion.

Delmas s'attache à étayer son opinion qu'un second mouvement après le 20 février eût pu être dangereux. « Ce ne pouvait pas, dit-il, être une répétition pure et simple du premier. Il aurait fallu demander au moins une interruption de service d'une journée ». Or les petits et moyens personnels n'étaient plus touchés... Nul doute que si un deuxième mouvement avait échoué, les dispositions législatives n'eussent été aggravées.

Delmas arrive, et l'assemblée le sent bien, à un point sensible. Des gens portent dans cette affaire, dit-il, une lourde responsabilité. « A ceux qui ont affirmé que le Cartel confédéré des services publics avait accepté les dispositions incluses dans le douzième de mars, j'apporte le démenti le plus formel. CE N'EST PAS VRAI. *Le Cartel n'a pas accepté le vote de la majorité parlementaire* ».

« Nos démarches auprès du groupe parlementaire socialiste nous ont laissés plutôt rêveurs. *Jusqu'au dernier moment, nous avons dit à Marquet, à Renaudel et à Déat qu'ils n'avaient pas le droit de voter le texte du gouvernement* ».

Des applaudissements éclatent et se répètent quand le secrétaire du S.N. remercie Léon Blum d'avoir jusqu'au bout donné son appui au Cartel contre la réduction des traitements.

Nous avons été battus sur le principe, soit! Mais nous avons su garder nos forces intactes. Et Delmas indique que les menaces actuelles contre les traitements sont bien plus graves. Nous saurons prendre nos responsabilités, conclut-il sur ce point, après avoir fait un éloge de la politique du président Roosevelt.

UNE LEÇON DE MORALE ADMINISTRÉE A M. DALADIER

L'autre branche principale de cette « année de défense » fut la question des retraites que Delmas aborde maintenant.

C'est un mauvais coup de M. Herriot dont Delmas dit qu'il n'aime pas le Syndicat national. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que ledit Herriot aime les instituteurs.

Herriot et Germain-Martin ont, en novembre dernier, pris un décret écartant les instituteurs de la catégorie B (services actifs) pour les retraites, ceci au mépris des droits acquis depuis 1876. Le Syndicat national brisa tout rapport avec Herriot.

Au point de vue parlementaire, Déat fit de grands efforts pour obtenir une réparation dont l'actuel ministre de l'éducation nationale, M. de Monzie, est partisan, selon ses propres déclarations le 3 avril à la Chambre. Comment se fait-il, dès lors, que la réparation ne vienne pas?

— J'ai dit à M. de Monzie, déclare Delmas : « Mettez votre portefeuille dans la balance afin que nous obtenions satisfaction. Mais je dois vous dire que je ne vous crois pas capable de le faire ! »

Pendant un mois, le Syndicat national n'a pu obtenir d'être reçu par le président du conseil. Nous avons alors écrit, précise Delmas, au chef de cabinet que la porte de M. Daladier nous paraissait plus facilement ouverte aux représentants des jésuites (*vifs applaudissements*). On nous a traités de « gens insupportables », mais le lendemain M. Daladier nous recevait ! C'était le 12 mai.

M. Daladier nous déclara qu'il était prêt à prendre le décret réparateur dès que le Parlement serait en vacances.

Or, le décret n'est pas pris. Le conseil des ministres du 21 juillet a renvoyé la question en septembre. « Ils espèrent que, d'ici là, nous oublierons. Ils se sont trompés ! » (*Applaudissements*).

Quand un ministre promet quelque chose, de prime abord Delmas lui fait confiance. *Car les instituteurs croient à la morale qu'ils enseignent* et pensent qu'être ministre constitue une raison de plus d'être fidèle à la parole donnée.

« SI NOUS N'AVONS PAS SATISFACTION, M. DALADIER SERA UN MALHONNETE HOMME! » (*Vifs applaudissements*).

LA RUPTURE ET LA GRÈVE SONT DÉCIDÉES

« Quant à moi — poursuit Delmas — je ne reviens plus discuter avec M. Daladier la question des retraites. Aujourd'hui, je vous demande de rompre solennellement avec ce gouvernement.

» A la rentrée, nous mettrons en application une nouvelle grève d'une demi-heure. Nous la fixerons à la veille de la rentrée parlementaire. Ou M. Daladier sera renversé par les députés qui le désapprouveront de n'avoir pas tenu ses promesses aux instituteurs victimes d'une injustice. Ou bien il sera renversé par le Sénat pour avoir provoqué notre grève. De toute façon, il sera renversé, et n'aura que le sort qu'il mérite ! »

Par une ovation prolongée, les délégués manifestent leur complet accord avec Delmas.

Ainsi prend fin la première séance du Congrès, le matin du jeudi 3 août.

Le soir, le Congrès vote, par mandats, la résolution reproduite ci-après, après que *Terrien* eut déclaré que les « Girondins » marcheraient, quoique restant sur leurs positions, et que *Lemort* eut précisé qu'il votait contre pour la section de l'Yonne mais que personnellement il était favorable à la décision d'action. Abstention d'*Escoffier* pour le Vaucluse.

Finalement, la résolution recueille 688 mandats contre 37. Il y a 42 abstentions et 14 absents.

C'est donc la quasi unanimité du Congrès qui a fait sien le texte que voici:

Le Congrès, considérant que les instituteurs avaient été classés dans le service actif en 1876, par le Gouvernement de Mac-Mahon, après un avis favorable unanime de la Commission de l'Enseignement, présidée par Mgr. Dupanloup, en raison des fatigues exceptionnelles de leurs fonctions;

Proteste à nouveau contre l'injustice du décret du 8 novembre qui, au mépris des droits acquis, les prive des avantages des services actifs;

Constate qu'aucun argument n'a pu être fourni pour justifier cette décision; que les économies à attendre du non-reclassement des instituteurs sont dérisoires, puisqu'elles peuvent être évaluées à moins de 7.000 francs pour la première année;

Considérant que les chiffres fournis par le Ministre du Budget sont absolument fantaisistes,

Dénonce l'attitude inqualifiable du Directeur de la Dette Inscrite, qui n'a pas craint de fixer à des sommes qu'il savait pertinemment fausses, les répercussions financières du reclassement, dans le but évident de brimer les instituteurs;

Il rappelle la promesse formelle faite le 3 avril, au nom du Gouvernement par M. de Monzie, ministre de l'Education Nationale, au cours de la discussion du budget et celle non moins formelle faite par M. Daladier, Président du Conseil, à une délégation du Conseil National, le 22 Juin dernier, de reclasser les instituteurs dans la catégorie B, dans le courant de Juillet.

Considérant que ces promesses n'ont pas été tenues, le Syndicat National prend acte de la mauvaise foi et du manquement à la parole donnée du Gouvernement ;

Il s'élève avec force contre une pareille attitude qui constitue un véritable défi aux instituteurs dont la patience et la bonne foi ne sauraient être discutées.

Le Congrès indigné décide l'application des mesures retenues par le dernier Conseil National :

1° La rupture immédiate des relations avec le Gouvernement ;

2° Une cessation de service d'une durée limitée, en octobre prochain.

Il fait entière confiance au bureau pour prendre toutes les dispositions utiles en vue de la mise en application de cette dernière décision.

Remarquons qu'au lieu de grève d'une demi-heure, la résolution parle d'une cessation de service d'une durée limitée. C'est le bureau du S.N. qui fixera cette durée.

POUR LA DEFENSE DES TRAITEMENTS

Voici maintenant, le texte de la résolution votée pour la défense des traitements:

Le Congrès fait siennes les résolutions des congrès antérieurs sur les revendications des instituteurs:

1° *Vote rapide de la proposition de loi Gaston Martin qui prévoit le rétablissement de l'avancement à l'ancienneté pour la 1re classe ;*

2° *Reclassement général des instituteurs, seul capable de mettre fin aux injustices résultant de l'application successive des lois de 1919, 1921 et 1932;*

3° *Titularisation par promotion;*

4° Réalisation de la péréquation avec les catégories de fonctionnaires pour lesquelles le Brevet Supérieur ou le Baccalauréat sont exigés;

Se réjouit de l'action énergique menée au cours de l'année écoulée pour la défense des traitements et de l'unanimité avec laquelle les instituteurs ont participé au mouvement de protestation du 20 février dernier.

Approuve l'action du bureau pendant cette période. Regrette q'une majorité se soit trouvée au Parlement pour accepter le principe d'une réduction des traitements, alors que dans le même temps les fraudeurs de la Banque Commerciale de Bâle étaient reconnus non coupables;

Considérant les nouvelles menaces qui pèsent sur les traitements et les indemnités, le Syndicat National déclare avec force que les instituteurs n'accepteront pas de supporter les conséquences d'une situation financière dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité.

Il rappelle qu'en aucun cas il ne saurait donner son approbation à la politique de réduction des traitements et des indemnités imposée au Gouvernement par les grandes organisations patronales et les congrégations économiques;

Le Congrès fait confiance aux organisations syndicales pour suivre l'évolution des événements avec vigilance et pour prendre toutes les dispositions que pourront exiger les circonstances; et il se déclare prêt à mettre en œuvre les mesures les plus énergiques pour résister à l'offensive des forces de réaction sociale en accord avec tous les fonctionnaires groupés à la Fédération Générale des Fonctionnaires et au Cartel des Services Publics.

SÉANCE DE JEUDI APRÈS-MIDI

Au début de la séance de l'après-midi, le Congrès examine le chapitre des « affaires administratives ». C'est en réalité un long débat sur des à-côtés de l'affaire Freinet, débat auquel participent BELLON, Alpes-Maritimes, LAVAL, Hérault, et LEVASSEUR, pour la commission. Finalement le Congrès vote une motion de solidarité avec Freinet.

Sur les « affaires internationales » (rapporteur, Mlle CAVALIER), pas de débat.

LES EXCLUSIONS DE LA HAUTE-GARONNE

A propos du rapport de la commission d'éducation sociale, HAGNAUER évoque le cas des trois exclus de la Haute-Garonne. Certes, les sections du Syndicat National sont autonomes, mais il faut examiner si les mesures prises ne sont pas susceptibles de gêner la propagande pour l'unité. Hagnauer souligne que les communistes n'ont pas le respect de l'organisation, mais il demande que l'on inscrive dans les statuts une procédure d'appel en cas d'exclusion par une section. Grâce à l'intervention de notre ami, l'affaire de la Haute-Garonne va être discutée.

Nous écoutons VALAX protester contre les allégations tendant à identifier l'O.S.R. et les communistes (*sic*), puis présenter la défense des exclus. Ceux-ci, Fournial, Ducel et Plasse, ont été frappés par un vote d'approbation du rapport moral à l'assemblée générale ddu 2 juin et sans que rien figure à l'ordre du jour de cette assemblée. Valax conteste que l'O.S.R. soit responsable de la chute des effectifs en Haute-Garonne; il évoque la contradiction entre la politique des exclusions et celle qui consiste à appuyer les propositions de Rollo tendant à la fusion des unitaires dans le Syndicat National.

Le secrétaire de la section de la Haute-Garonne, LAGUENS, défend la triple mesure d'exclusion. Il assure que l'O.S.R. rendait tout travail syndical impossible dans la section: ni les assemblées, ni les séances de conseil syndical ne pouvaient étudier les questions inscrites à l'ordre du jour. « Nous n'avons pas voulu, dit-il, laisser aller notre section à la désagrégation ». Il conclut que l'unité à la mode de la Haute-Garonne n'est, selon lui, ni souhaitable ni possible, et que si la motion de Japy avait pour effet d'attirer dans la maison des gens qui veulent la saboter et la démolir, il serait contre la motion de Japy. Ensuite, et toujours à propos de l'éducation sociale, un jeune « Girondin », VIEL, affirme que nous devons être attachés à la démocratie parce qu'elle est la meilleure garante de la vie et du développement des organisations syndicales. Mais quelle surprise, tout de même, de l'entendre demander que la C.G.T. revendique... la révision de la Constitution ! L'orateur réclame également la légalisation du Conseil National Economique.

Sur proposition de VIVÈS, le Congrès repousse, à l'unanimité moins 2 voix, à main levée, l'audition d'une délégation du « Congrès international pour l'unité du personnel enseignant » — auquel, du reste, le S.N. n'a pas été invité — puis Vivès, qui est le rapporteur de la commission, constate que ni l'unité ni le front unique n'ont été discutés. Il en déduit que le Congrès approuve la position du bureau quant à ces questions.

Sur l'affaire de la Haute-Garonne, il déclare: « Nous avons dit au bureau de la section que sa mesure n'était pas souhaitable au point de vue général ». Cependant, quand des individualités rendent la vie impossible dans une organisation, il faut bien s'en séparer.

Vivès examine le problème de l'orientation syndicale. Il croit que la pensée de ceux qui avant-guerre ont fondé la C.G.T. (« des anarchistes ») va à l'encontre des nécessités actuelles: il faut un rassemblement des organisations, et il faut qu'elles soient dirigées. La C.G.T. doit être réellement un organisme animateur. Après avoir déclaré que « nous perdons notre temps à Genève » (selon Vivès, Jouhaux serait maintenant de cet avis), Vivès déclare, lui aussi, que nous ne devons pas jeter la démocratie par-dessus bord.

Après un bref débat sur l'*Ecole Libératrice*, où interviennent ROUAYS (Loire), PAROD (Creuse) et LAPIERRE, rapporteur, la séance est levée. Ce sera tout pour ce jeudi après-midi.

VENDREDI : JOURNÉE DÉCEVANTE

Je ne peux cacher que la journée de vendredi a été décevante. On s'attendait à ce que le « gros morceau » du Congrès, la lutte contre la guerre, fût entamé. Or il n'en a rien été.

Le matin, sous la présidence de Mlle CAVALIER, discussion du chapitre pédagogique du rapport moral. Prennent la parole, Mme ARTISSE (Lot-et-Garonne), PAROD (Creuse), Mme BOUROULLEC (Finistère) et Louis DUMAS, rapporteur. Menaces de suppression des écoles normales et réorganisation du travail pédagogique forment l'essentiel du débat.

Assez long débat sur la « défense laïque », où BRESSON (Meuse) demande la création d'un bulletin natio-

nal de défense laïque, GOURIO (Côtes-du-Nord) évoque le danger jociste, NOIRET (Pas-de-Calais), DROIN (Haut-Rhin), MUGLER (Bas-Rhin) et JOBAR (Moselle) dénoncent certains faits de cléricalisation de l'école laïque. DELAHAYE (Manche) demande, lui aussi, une liaison nationale des efforts de défense laïque.

A la place de Marceau PIVERT, excusé et absent de Paris, GIRON résume le débat et fait voter une résolution qui énumère les desiderata du S.N.

Rapport de la commission de propagande: BALDACCI est bref mais ce qu'il dit intéresse vivement le Congrès. Il annonce que le S.N. compte 5.000 adhérents de plus cette année.

Après le rapport de JACQUEMARD sur les affaires coloniales, le Congrès adopte à l'unanimité l'ensemble du rapport moral.

COURRIÈRE apporte le salut de la Fédération postale, puis l'on s'en va déjeuner.

L'après-midi, président: LAPIERRE, rapport financier et projet de budget 1933-1934 sont adoptés, puis le Congrès entend, dans l'ordre:

VITALIS, pour la Fédération des Fonctionnaires;

MÉRAT, pour la Fédération générale de l'Enseignement;

JOUHAUX, pour la C.G.T. (certes, le moins applaudi);

NEUMANN (Autriche); JANSEN (Belgique); ZAPATA (Espagne); BOST et BLOEMSMA (Hollande); TONI (Roumanie); Mlle WAHLMANN (Suède) et TOFFEL (Suisse).

Ce protocole syndical mange beaucoup de temps, et quand nous aurons entendu un intéressant mais long exposé de Louis Dumas sur la réforme des programmes, inscrite à l'ordre du jour, il faudra lever la séance.

La lutte contre la guerre

Nous ne nous retrouvons que le samedi 5 août, l'après-midi, à 14 heures 30. La matinée a été, en effet, consacrée à l'assemblée statutaire de *Sudel*, l'organisme d'édition créé par le Syndicat National. Il ne reste plus que quelques heures pour discuter de la lutte contre la guerre !

C'est peu; c'est trop peu.

BALDACCI préside.

VIVÈS, « en homme qui pense toujours ce qu'il dit », présente le problème et appelle les congressistes à donner leur pensée sans outrance mais sans réticence sur les meilleurs moyens d'empêcher la guerre.Une commission s'est préalablement réunie ce matin. Les sections de la Meuse,de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, du Bas-Rhin, de l'Aveyron, de l'Yonne et de la Marne présentent une nouvelle rédaction de la motion I, la motion des partisans de la défense nationale. Quant aux motions II et III, l'accord se fera sur certaines parties de la motion II, mais, sur d'autres points précis, le Congrès aura à choisir entre les deux textes.

Il a été décidé, en outre, que deux orateurs interviendraient pour chacune des trois motions.

Mlle CAVALIER, qui rapporte avec Vivès, se borne à évoquer un problème qui, dit-elle, n'est pas nouveau pour le syndicalisme. L'attitude que nous voulons prendre aujourd'hui n'est pas différente de celle du mouvement ouvrier d'avant-guerre. Il s'agit, après la douloureuse expérience de 1914, de parer aux défaillances de la conscience et de résister aux entraînements collectifs.

« Nous achevons de perdre, poursuit-elle, la foi dans la Société des Nations qui nous apparaît comme une décevante organisation bureaucratique ».

Mlle Cavalier retrace les efforts persévérants du S.N. pour la paix et, en dépit de l'avènement d'Hitler, qui ne serait pas là si nos gouvernements avaient su penser et agir en Européens (*applaudissements*), elle salue la pensée saine de l'Allemagne dans ces proscrits que nous accueillons tous les jours.

DEUX PARTISANS DE LA DÉFENSE NATIONALE

Pour défendre le nouveau texte de la motion I, voici à la tribune PELTIER (Marne).

Nous ne sommes pas d'accord, dit-il, car il y a une grande difficulté à compléter l'effort pacifiste par certains moyens d'action. L'orateur repousse l'objection de conscience. Il repousse aussi la thèse communiste. Il repousse également l'insurrection. A nous, militants de l'Est, l'avènement d'Hitler ne nous dit rien qui vaille, et un mouvement insurrectionnel contre la guerre serait unilatéral.

Selon lui, si le bureau du S.N. avait prévu la situation actuelle, il n'aurait pas inscrit la question de la guerre à l'ordre du jour du Congrès.

Nous l'entendons ensuite prétendre que la motion III risque de servir le fascisme français en gestation.

Il descend de la tribune sans apporter rien de positif, mais seulement une formule classique de Jaurès, ce qui, en vérité, ne résout rien.

Voici maintenant LÉCUYER (Yonne) qui n'est pas tout à fait d'accord avec Vivès sur la manière d'envisager le problème, et qui, lui aussi, se préoccupe plus de condamner que de proposer. Les objecteurs de conscience sont vaincus avant d'avoir combattu. L'orateur peut s'associer aux « résistants à la guerre à tout prix », partisans du désarmement unilatéral, ceux qui sont « prêt à subir l'invasion ». Il cite également Jaurès, lequel condamna la grève générale révolutionnaire.

« J'ai connu, avant la guerre, les résolutions des organismes syndicaux; elles ont été emportées, pulvérisées par les événements déchaînés ».

Quelque houle dans le Congrès quand l'orateur émet une série de propos pessimistes quant à la possibilité d'empêcher la guerre.

On entend: « Nous ne sommes pas mûrs pour l'esclavage », puis: « nous voulons la paix dans la liberté et la sécurité ». L'orateur en arrive à ses moyens positifs: désarmement moral, désarmement économique, désarmement contrôlé, tribunal, lois, et police dans le cadre international, afin de prévenir les conflits.

Ce sera tout pour la thèse de la défense nationale, que ses partisans n'ont pas osé défendre en elle-même devant un Congrès évidemment hostile.

DEUX « CENTRISTES »

Ce sont deux jeunes gens qui viennent défendre la motion II. Un peu de creux, un peu de confusion... Pas mal d'éloquence.

VIEL (Gironde) évoque, pour justifier l'action du S.N., le pacte Briand-Kellog, qui a mis « la guerre hors la loi ». Ceux qui défendent les intérêts véritables de la nation sont ceux qui s'efforcent d'empêcher toute guerre On nous propose une police et une armée internationales, mais par qui seront-elles donc dirigées ? On

nous parle de guerre défensive, mais quel est donc le peuple qui n'a pas cru en 1914 à la guerre défensive ? On a commencé en voulant défendre l'intégrité du territoire national, et on a terminé en se partageant les colonies allemandes. La guerre défensive s'est transformée en guerre impérialiste.

Revivifier la S.D.N. ? Allons donc ! Elle ne saurait empêcher une guerre entre grandes puissances.

L'orateur rappelle le discours pacifiste d'Hitler au Reichstag: qu'attend donc notre gouvernement pour mettre Hitler au pied du mur ? (*vifs applaudissements*). Nous restons fidèles au désarmement.

Non seulement, nous refusons de nous associer à la préparation à la guerre, mais nous voulons répondre à la mobilisation par la grève générale.

Si nous échouons, comme en 1914, nous sauverons l'honneur, car nous maintiendrons le syndicalisme hors de l'union sacrée, même pendant la guerre, et nous nous efforcerons de conserver les relations internationales.

RABARY (Haute-Garonne) regrette le peu de temps imparti à cette discussion et prononce un discours véhément contre la guerre et ses méfaits.

DEUX SYNDICALISTES

Avec MOUILLAUD (Loire) et HAGNAUER (Seine), on sentira mieux ce qui, au fond, sépare les partisans de la motion II des partisans de la motion III.

Nous sommes d'accord avec les auteurs de la motion II, déclare Mouillaud, pour affirmer que la guerre est injustifiable en fait, en raison et en droit, mais nous considérons que tous les espoirs dont nous avions chargé la Société des Nations sont morts.

Après toute une longue théorie d'échecs, la Conférence du Désarmement ne vient-elle pas d'avouer sa faillite ? Pourtant, cette expérience ne suffit pas aux auteurs de la motion II !

Notre gouvernement affirme qu'il veut la paix, et nous nous battons sans cesse au Maroc.

Mouillaud préconise le renvoi collectif organisé par la C.G.T. des fascicules de mobilisation, et la préparation minutieuse de la grève générale contre la guerre.

« Tout plutôt que la guerre ! Il n'y a qu'une gloire, celle d'être vivants ! »

HAGNAUER indique que son exposé sera complété par CORNEC (Finistère) et GIAUFFRET (Alpes-Maritimes) dont il salue, aux applaudissements de l'assemblée, la présence au Congrès du S.N.

Des camarades s'étonnent de ce que les syndicats s'occupent de lutter contre la guerre. Nous leur répondons que la lutte contre la guerre est une lutte syndicaliste; Hagnauer évoque le voyage de Griffuelhes à Berlin lors de l'affaire d'Algésiras et montre que l'organisation syndicale est qualifiée pour diriger seule la lutte contre la guerre. C'est à la C.G.T. seule de prendre l'initiative de la concentration des forces ouvrières.

Pour démentir notre syndicalisme, on nous rappelle la faillite de 1914. Mais qui n'a pas fait faillite en 1914 ? Et l'opposition syndicaliste a su, tout de même, entre 1900 et 1914, empêcher bien des conflits. Enfin, quand se réunit la conférence de Zimmerwald, qui s'est trouvé pour y représenter la classe ouvrière de France ? Deux syndicalistes: Merrheim et Bourderon ! (*Applaudissements*).

Hagnauer ne veut pas s'engager dans la cohue des pseudo-congrès de lutte contre la guerre car ils font oublier l'organisation essentielle: le syndicat.

« Le problème de la Société des Nations est un problème d'orientation syndicale: en demandant le retrait de Jouhaux, nous nous prononçons pour l'indépendance du syndicalisme envers tous les partis et tous les gouvernements quels qu'ils soient ». (*Vifs applaudissements*).

DISCUSSION ÉTRIQUÉE

Mais il est passé 5 heures, le Congrès doit se terminer à 7, le vote sera long et compliqué, et il y a plus de 30 orateurs inscrits dans la discussion. Comment faire ?

CORNEC (Finistère) n'a pas besoin de beaucoup de temps pour déclarer tout crûment que les militants de la C.G.T. ont manqué d'audace, de confiance et de foi. Il met toute sa confiance dans l'organisation qu'est la C.G.T., mais ses chefs sont trop vieux et depuis trop longtemps en place. Il faut rajeunir les cadres, car la place des dirigeants de la C.G.T. est dans la masse, parmi les travailleurs.

VANTIELCKE (Pas-de-Calais) voudrait qu'on se préoccupât de faire connaître à tous la vérité sur la guerre. VALAX (Tarn) dépose un ordre du jour favorable à la participation au mouvement dit d'Amsterdam (1). GILLES (Lozère) insiste pour le développement de l'esprit international. GIAUFFRET (je ne le connaissais pas encore en chair et en os, c'est un grand Méridional plein d'allant) dénonce l'antinomie entre la Société des Nations et les organisations syndicales. « Notre Société des Nations, à nous syndicalistes, c'est l'Internationale ouvrière ! »

Après un mot de TACHET à propos des officiers de réserve, Vivès prend la parole pour conclure. Lécuyer et Peltier, dit-il, sont sincères mais ils se trompent quand ils croient que la guerre défend quelque chose. La guerre ne défend rien. Elle détruit !

Il répond ensuite à ceux qu'il appelle « les syndicalistes de stricte observance » que leur espoir lui paraît vain de pouvoir compter sur la seule classe ouvrière pour empêcher la guerre.

Il conclut en réclamant le vote de la motion II et, il faut le noter, sans s'expliquer sur la question: *Pour ou contre la Société des Nations.*

Le Congrès passe au vote sur les motions.

LA DÉFENSE NATIONALE EST REPOUSSÉE

C'est d'abord la motion I (celle des partisans de la défense nationale) qui est mise aux voix.

Elle est repoussée par 669 *mandats contre* 61.

Tel sera le vote le plus important et le plus significatif de ce Congrès.

EQUIVOQUE OU NETTETÉ

Reste maintenant à départager les partisans de la motion II (Vivès) et les partisans de la motion III (Loire) sur les points où l'accord n'a pu se réaliser en commission, le vote unanime étant acquis sur le reste du texte.

Premier accrochage à propos du passage suivant de la motion II.

Il (le Congrès) *déclare que, par l'action syndicale collective agissant directement sur les Parlements et les gouvernements, et par l'action individuelle agissant au sein des partis politiques, des groupements philosophi-*

(1) Cette motion fut repoussée à l'unanimité moins 4 voix.

ques, des associations vraiment pacifistes, les travailleurs doivent arracher aux pouvoirs publics la réalisation du désarmement progressif et contrôlé, l'interdiction de cette industrie, le recours obligatoire à une juridiction internationale, l'application effective et résolue des sanctions de boycottage économique et financier prévues au pacte signé par les gouvernements;

Par les mêmes moyens doit être poursuivie la transformation de la Société des Nations, au sein de laquelle doit pouvoir s'exercer directement l'action du prolétariat organisé.

Les délégués de la Loire opposent à ce passage la partie de leur texte qui dit:

Il (le Congrès) *condamne toute action qui ferait confiance à des gouvernements ou à des institutions extérieures à la classe ouvrière pour empêcher la guerre ou assurer la défense des intérêts des travailleurs.*

Il estime également qu'il y a incompatibilité entre le fait d'être syndiqué et celui d'occuper une fonction militaire quelconque ou de collaborer à la préparation de la guerre sous quelque forme que ce soit, ce qui implique l'organisation par la C.G.T. du renvoi collectif des fascicules de mobilisation et du refus à participer à tout exercice de défense dite nationale.

Le texte Vivès recueille 555 mandats et est adopté.

196 mandats vont au texte de la Loire, soit 1/4 des suffrages.

Il y a 33 abstentions.

Le deuxième accrochage a lieu sur la Société des Nations.

Le texte Vivès dit:

Les dirigeants du mouvement syndical ne doivent exercer aucun mandat gouvernemental (1) *incompatible avec l'expression libre de la pensée ouvrière.*

Le texte de la Loire dit:

Convaincu qu'aucune action efficace contre la guerre ne peut être entreprise tant que continuera la politique confédérale actuelle, il — (le Congrès) — *se prononce pour le retrait de Jouhaux de la S.D.N. et des conférences internationales, contre l'acceptation de toute délégation gouvernementale dans les organismes de collaboration de classe de la part des militants responsables de la C.G.T.*

Résultats du vote:

Texte Vivès: 534 mandats.

Texte de la Loire: 272 mandats.

Abstentions: 54 mandats.

Sur l'ensemble de la motion qui est celle de la majorité du Congrès, les délégués partisans des textes de la Loire se prononcent *pour, avec réserves.*

Ainsi se termine la discussion et prend fin le Congrès.

Quelques impressions

Au terme de ce compte-rendu, il me reste à donner brièvement mes impressions de ces 3 jours passés au milieu de nos amis instituteurs et institutrices confédérés.

Incontestablement, le Syndicat National est une belle et forte organisation.

Ses militants ont des convictions et un allant qu'on souhaiterait trouver, en dépit de quelques réserves, à la tête de la C.G.T. et des Fédérations ouvrières.

Les suffrages obtenus par les textes de la Loire — textes qui furent heureusement maintenus par leurs auteurs — montrent que la gauche du Syndicat National n'est pas une fiction.

Le syndicalisme, c'est l'action dans la masse, et avec la masse. A ce point de vue, le Congrès du Syndicat National des Instituteurs et Institutrices, Congrès de jeunes, est un témoignage de la renaissance, lente mais sûre, du mouvement ouvrier français.

M. CHAMBELLAND.

(1) Il m'a semblé que Vivès a demandé qu'on ajoute ici le mot « toujours », ce qui revenait à dire qu'un mandat gouvernemental quelconque ne pouvait être accepté, mais le mot s'est perdu en route !

La première journée du Congrès Unitaire

Je ne veux point donner ici un compte rendu détaillé que fera dans le prochain numéro notre camarade Jacquet (du Rhône): simplement quelques impressions sur la première journée consacrée au début de la discussion sur le rapport moral (orientation, unité). A retenir les interventions de Serret et de Dommanget au nom de la majorité fédérale. Ils ont montré tous deux le néant de l'action de l'I.S.R. et tout particulièrement de la C.G.T.U., combattu la conception des comités de lutte, organismes superfétatoires destinés à déposséder les syndicats de leurs attributions les plus élémentaires. Certes, ceci ne veut point dire que tous nos camarades centristes soient acquis au syndicalisme révolutionnaire tel que le conçoit notre minorité: Dommanget a bien indiqué qu'il croit à l'action d'un parti politique « qu'il place très haut ».

Jacquet et moi-même, au nom de notre minorité avons développé notre motion d'orientation et nos conceptions de l'unité: étude du mouvement du 20 février, attitude à prendre en face de l'effondrement du syndicalisme allemand. Quelques citations du passé ont montré jusqu'à l'évidence que les seuls qui jadis ne se firent aucune illusion sur le colosse syndical allemand furent les syndicalistes révolutionnaires.



Les disciples de l'orthodoxie syndicalo-communiste se sont particulièrement distingués par des attaques très violentes contre ce qu'ils appellent les « trotzkystes ». Venant après les attaques ignominieuses de *l'Humanité*, le chahut dont ils ont accueilli le dépôt d'une motion relative au cas Victor Serge montre bien que les « oppositionnels de gauche » et les trotzkystes vont jouer pour le prochain congrès confédéral le même rôle de tête de turc que les « 22 » il y a deux ans. Pour animer les débats, dissimuler le néant et le bilan déficitaire de deux années de sottises et de tournants, il est en effet indispensable de faire dévier la question, de signaler au mépris et à la haine (les mots ne sont pas trop forts) des syndiqués quelques opposants. Jamais — même contre nous, syndicalistes — on n'a vu pareil déchaînement de mensonges, de falsifications, de basses injures: de telles pratiques déshonorent ceux qui les utilisent suivant un plan concerté. Il a été curieux de remarquer au congrès l'hypocrisie des orthodoxes: alors que, jadis, pour conquérir la Fédération, ils se perdaient en longs discours politiques et théoriques, ils posent maintenant aux gens sérieux, s'intéressant spécialement aux questions corporatives, sur lesquelles d'ailleurs ils ressassent des généralités: le contraste entre le vide pitoyable de leurs

interventions et l'exposé documenté du secrétaire corporatif de la Fédération a montré ce qui sépare nos « amateurs de questions pratiques » et ceux qui les travaillent sincèrement et sérieusement.

*
**

Les minoritaires syndicalistes de la Fédération se sont réunis. Quelles que soient les divergences — assez légères — qui existent entre eux sur le terrain de l'unité, on a pu constater le maintien de notre cohésion et de notre amitié. Le vaillant petit organe syndicaliste que nous publions, l'*Action Syndicaliste*, se développe en dépit des difficultés, paraît avec régularité sur 8 et 12 pages et est actuellement dans une situation prospère. A Paris, nous nous sommes rencontrés avec nos camarades minoritaires du syndicat national; si cette réunion n'a pas permis d'arriver à une ligne unique sur la question de l'unité, elle a montré que les liens qui nous unissaient n'ont pas cessé. Entre vrais syndicalistes révolutionnaires, les séparations momentanées n'entraînent pas le bris de la vaisselle... Le soutien que de nombreux camarades du Syndicat National accordent à l'*Action Syndicaliste*, les efforts qu'ils font pour sa diffusion, sont le plus précieux réconfort pour ceux qui veulent l'union des syndicalistes révolutionnaires des diverses centrales sur le programme de redressement qui fut et est toujours celui de la « Ligue Syndicaliste ».

J. Barrué.

Parmi nos Lettres

En Espagne Une camarade très au courant des affaires espagnoles nous envoie les notes suivantes :

La dernière crise ministérielle, tentative de Zamora pour donner le gouvernement à la droite a échoué. Mais ce n'est probablement que partie remise. Tout porte à croire que l'Espagne s'achemine de plus en plus vers un régime dictatorial.

La gauche reste au pouvoir après la crise pour achever de se déshonorer en votant la loi de « l'ordre public », — aggravation de la fameuse loi de « Défense de la République » — la loi des « vagos » sur la détention d'armes illégale et enfin la suppression de l'institution des jurés pour les délits d'ordre politique et social — institution obtenue par la classe ouvrière au prix de luttes pénibles.

Bref, le troisième gouvernement Azana prépare, avec la complicité des socialistes, les armes qui permettront à la droite d'abattre toutes les forces ouvrières ou même tout simplement démocratiques. Si bien qu'on en arrive à ce paradoxe: les éléments réactionnaires peuvent se défendre de l'accusation de fascisme en protestant qu'ils ne font qu'appliquer les lois votées par la gauche républicaine et les socialistes!

La classe ouvrière est toujours en fermentation. Les grèves se succèdent dans les villes. Dans les campagnes des ouvriers agricoles font la récolte contre la volonté des propriétaires qui préfèrent la laisser perdre.

La répression continue. Il y a près de 9000 emprisonnés. L'amnistie votée n'est qu'une parodie.

En Catalogne, la plupart des syndicats continuent à être fermés.

La situation intérieure de la C.N.T. ne s'améliore pas. La scission est maintenant consommée entre les dirigeants à tendance anarchiste et les partisans de l'indépendance du syndicalisme. Ces derniers ont constitué une « Fédération syndicaliste libertaire » qui groupe un assez grand nombre de syndicats de Catalogne en particulier. On annonce pour le 1er Août la parution d'un nouveau journal le « Combat », organe du syndicalisme révolutionnaire.

La renaissance du Syndicalisme

LES INSTITUTEURS ET LA GUERRE

Deux Lettres

A la suite de l'article publié ici le 10 juillet dernier, j'ai reçu deux lettres de protestation.

La première venait du camarade Gilbert Serret, ancien secrétaire de la Fédération de l'Enseignement. En voici le texte:

Saint-Montant, le 18 juillet 1933.

Cher camarade Chambelland,

Non, vraiment, dans l'article « Les Instituteurs et la Guerre » (R. P. du 10 juillet 33), ta partialité est trop criarde, ton injustice est trop manifeste pour que je ne proteste point.

Tu affirmes tout d'abord que le sens de classe et l'antibellicisme de notre Fédération pendant la guerre se retrouvent aujourd'hui au S.N. ! Tu laisses entendre que la suite logique de notre vieille Fédération au glorieux passé c'est le S.N., du moins en ce qui concerne la lutte contre la guerre. Non seulement tu ne souffles mot de notre position sur la guerre (voir Rapport dans l'Ecole Emancipée d'avril à juillet 1933, en vue de notre congrès de Reims) mais encore tu montes en épingle quelques textes émanant du S.N. — textes d'ailleurs inspirés par le plus pur pacifisme sentimental.

Le S.N. qui, pendant la guerre, (il s'appelait alors la Fédération des Amicales d'Instituteurs) se vautrait dans le jusqu'au-boutisme le plus répugnant, nage aujourd'hui en plein pacifisme superficiel, verbeux et impuissant.

Notre Fédération — qui eut le mérite de voir clair et d'agir courageusement pendant la guerre — n'a pas dévié de la voie qu'elle s'était fixée durant la sombre période de 14 à 18. Une fois encore, à Reims, nous préciserons notre position devant la guerre; nous sortirons du domaine des affirmations aussi générales qu'obscures pour passer sur celui de la réalité; aux proclamations vagues et timorées, nous substituerons les directives précises. La lecture des rapports syndicaux que je reçois chaque jour, du rapport général publié par tranches dans l'E. E. et de la résolution finale proposée aux syndicats te montrera que ma mise au point n'est pas sans fondement.

En hâte. Bien fraternellement à toi.

G. Serret.

*
**

La seconde lettre émanait d'un instituteur du Cher. La voici, elle aussi intégralement:

Le 19-7-33.

Cher camarade,

A propos d'un article de la R. P. du 10 juillet, « Renaissance du Syndicalisme ». Instituteur, syndiqué unitaire, peut-être direz-vous que mes critiques sont marquées du sceau du dénigrement systématique de ce qui se passe au S.N. Il n'en est rien. Mais lorsqu'on parle des instituteurs du S.N., il est absolument impossible de généraliser. Dans le Cher, sur plus de 700 syndiqués, les assemblées générales réunissent une centaine de présents, et je sais des départements où la proportion est infiniment plus faible (une vingtaine de présents).

Vous citez l'opinion de quinze sections du S.N. sur la guerre et vous en tirez une conclusion réconfortante. Non, car l'opinion que vous citez est celle d'une minorité, les absents à l'assemblée générale, qui ne l'acceptent pas, ne protesteront pas, car ils s'en « fichent ». Et c'est ainsi pour tout.

Le S.N. a pour lui la masse du personnel, mais une masse qui ne participe en aucune façon au travail syndical, qui a souvent des opinions tout à fait opposées à celles émises par le syndicat. Et je ne crois pas que les instituteurs, dans leur

ensemble, se placent, comme vous le dites, à l'avant-garde du mouvement syndical, même sur le problème de la guerre. Trop de syndiqués qui sont officiers de réserve, médaillés quelconques, ne sont pas contre « toute guerre » comme vous semblez le dire.

Quant à la résistance de 1914-18, qui l'a faite sinon la Fédération, alors que nombre de dirigeants actuels du S.N. n'ont pas été des « hommes » ? Et puisque vous parlez du congrès du S.N., du rapport de Vivès, pourquoi ne pas dire que la Fédération, elle aussi, a mis à l'ordre du jour de son congrès de Reims, la question de la guerre, et pourquoi ne pas citer la remarquable étude de Serret, parue dans l'E. E., autrement précise et fouillée, à mon avis, que celle de Vivès dans l'E. L. Du congrès du S.N., comme du congrès de la F.E., sortirent des motions, des résolutions contre la guerre, et sans doute, celles du S.N. seront aussi pacifistes et énergiques que celles de la F.E. Mais, chez celle-ci, la quasi-totalité l'acceptera, tandis que chez celui-là une majorité n'y aura collaboré ni de près ni de loin. Ceci non pas pour critiquer l'effort fait par le S.N., effort que j'estime, pour amener la masse à agir, mais seulement pour préciser la valeur véritable des résolutions que vous citez et auxquelles vous semblez attacher un sens qu'elles n'ont pas.

Avec mes meilleurs sentiments syndicalistes.

R. CHATON.

P.S. — *D'autre part, je proteste énergiquement contre ce passage de l'article de Giauffret (« Fusion ou pas fusion », R. P., 10-7-33)*: « Ils ont fait la preuve (surtout ce dernier, le S.N.) qu'ils permettaient à toutes les tendances de coexister et de s'exprimer librement dans leur sein ». *Vous n'ignorez cependant pas que, le vendredi 2 juin, l'A.G. de la section de la Haute-Garonne du S.N., avec le concours de Delmas et de Forgues, secrétaire de l'U.D. confédérée, a prononcé l'exclusion de trois camarades: Fournial, Doucel, Plasse, dont deux appartiennent au conseil syndical. Je ne pense pas après cela qu'une des conditions essentielles de l'unité, que vous posez, soit remplie.*

* * *

Maintenant que ma « partialité trop criarde » et mon « injustice trop manifeste » sont une fois de plus démontrées par la publication intégrale de ces deux lettres, (comme il est d'usage à la *R. P.*, qui est une coopérative intellectuelle et non une chapelle), qu'il me soit permis de répondre brièvement à Serret et à Chaton.

J'aurais négligé l'effort de la Fédération de l'Enseignement, et notamment les études de ses militants sur le problème de la guerre débattu au congrès de Reims ? Or, je n'ignore pas la valeur de cet effort. Mais, question de méthode, m'étant fixé pour tâche d'exposer l'effort du Syndicat national, je me suis limité à mon sujet.

Quant à la vieille Fédération, à qui personne ne conteste le droit de s'enorgueillir de la période de 1914-18, Serret, pris dans une lutte ardente de tous les instants, ne s'aperçoit peut-être pas que les pseudo-communistes sont bel et bien en train de la démolir, pierre par pierre.

Ils démolissent la Fédération comme ils ont démoli tout ce qui leur a résisté dans la C.G.T.U., comme ils ont assassiné les espoirs de renaissance du syndicalisme que la C.G.T.U. portait en elle.

Dès lors, faut-il, avec eux, se couper de la masse de la corporation ?

Le camarade Chaton ne peint pas la masse des adhérents du S.N. en rose. Le surprendrai-je en lui disant que la masse est la même partout ? Il n'empêche qu'un mouvement révolutionnaire qui s'en isole, se condamne à l'impuissance. Le syndicalisme est la formule capable d'unir l'esprit révolutionnaire et la masse, *telle qu'elle est*. Dans des organisations syndicales puissantes, l'activité des militants révolutionnaires a une portée immense. En vase clos, elle ne donne rien. En fusionnant dans le Syndicat national, les instituteurs révolutionnaires fusionnent avec la masse. Ils suivent les meilleurs enseignements de Lénine. — M. CH.

AVANT LES DEUX CONGRÈS CONFÉDÉRAUX

MON OPINION SUR L'UNITÉ

Deux ans se sont écoulés depuis les congrès confédéraux de Japy et de Magic-City.

Il y a deux ans, le gros morceau des débats fut la question de l'Unité syndicale. Aujourd'hui, à quelques semaines des deux nouveaux Congrès qui vont avoir lieu encore à Paris, C.G.T. et C.G.T.U., on n'aperçoit pas les préparatifs d'une large discussion autour de cette grave question. Ou, tout au moins, si certains en parlent c'est pour la torpiller. Exemple: Benoît Frachon, dans de multiples articles parus dans l'*Humanité*, attaquant les propres militants de la base qui osent poser la question de l'unité dans leurs localités ou régions, et appartenant à la C.G.T.U.

Du côté de la C.G.T., nombreux sont les camarades qui, par un autre moyen, agissent aussi contre l'unité syndicale. Leur explication est simple: respect de la résolution de Japy. Pour ces camarades, plus rien à faire avec la C.G.T.U.; ni avec ses militants. En bon français, cela veut dire qu'il ne faut plus parler de l'unité du prolétariat dans une seule centrale syndicale, parce que des hommes placés en haut de l'échelle ne la veulent pas.

Eh bien! pour mon compte, je n'épouse pas une telle façon de voir sur l'unité syndicale. J'estime que sur cette grave question les militants de la base assistant à ces Congrès devraient tout mettre en œuvre pour rechercher un autre terrain d'entente puisque le front unique préconisé par la C.G.T.U. depuis le Congrès de Magic-City n'a rien donné comme rapprochement tangible entre les travailleurs, pas plus, du reste, que la motion de Japy préconisant l'unité par la base, à l'exception de quelques cas isolés comme chez les mineurs de la Loire ainsi que dans quelques autres centres.

Sur le Congrès de fusion, — que certains camarades prétendent mort — je veux dire tout de suite que là réside le véritable moyen de la véritable unité syndicale. A mon sens, tous les autres moyens et toutes les plus belles résolutions d'unité votées dans les deux Congrès ne feront pas avancer l'unité d'un seul pas, à moins que dans l'une ou dans l'autre de ces résolutions il soit dit que l'on envisage la rencontre de tous les syndicats dans un seul Congrès, ce Congrès pouvant être précédé par des Congrès départementaux, régionaux et fédéraux.

P. ARNAUD,

Secrétaire du Syndicat Unifié Confédéré des Mineurs de la Loire.

* * *

Une initiative pour l'unité

A la veille de nos Congrès, je suis heueux d'annoncer aux camarades instituteurs que la question de l'Unité est prise en mains, à Lyon, par les militants du cartel autonome du bâtiment. Ce sont de bonnes et rudes mains de travailleurs. Sur les chantiers, elles savent expulser les *jaunes*. Elles sauront vaincre les états-majors de nos centrales, confortablement installés dans une scission qui leur assure le vivre et le couvert à perpétuité.

Nos abonnés savent déjà que le cartel autonome du bâtiment publie un hebdomadaire très intéressant, *l'Effort*, dans lequel les syndicalistes révolutionnaires de toutes tendances font entendre librement leur voix, — quelle que soit la centrale dont ils relèvent. Par là, le cartel sert déjà l'unité.

Il fait mieux. Refoulé dans l'autonomie par la scission, le Cartel n'en prend pas son parti. Il a lancé l'appel que voici:

COMITÉ D'ACTION ET D'UNITÉ SYNDICALE

Mercredi 19 juillet, à 20 heures, aura lieu, 7, rue Cavenne, la réunion constitutive de ce Comité. Des circulaires ont été

adressées aux différentes organisations syndicales autonomes que nous connaissons. S'il en est qui ont été oubliées, qu'elles considèrent cet appel comme une convocation. Les assemblées générales de chaque syndicat ont dû mandater leurs délégués. Aussi devons-nous nous attendre à un travail sérieux. Des décisions, des résultats seront enregistrés mercredi soir. Il est nécessaire que le lien qui doit unir les syndicats autonomes et les militants des centrales, partisans de l'Unité, soit créé. L'Unité est une nécessité. Aucune centrale ne peut songer à absorber l'autre. *Aussi est-il de notre devoir de rechercher les moyens propres à réunir les différents militants ouvriers.*

La situation actuelle exige l'union de la classe ouvrière. A nous de lui en montrer le chemin.

J'ai souligné à dessein deux phrases de l'appel. Je suis très heureux de constater que nos camarades autonomes — ils ont une situation d'arbitres impartiaux — pensent qu'aucune centrale ne peut songer à absorber l'autre. C'est ce que nous avons soutenu, dans l'*Ecole Emancipée*, Gilbert Serret et moi.

La conséquence de cette constatation de fait, c'est l'inévitable, l'indispensable congrès de fusion.

Les principes que défend la *Ligue syndicaliste* ont une valeur permanente. Aussi n'éprouvons-nous pas le besoin d'en changer. Il en va de même pour la position des « 22 ». C'est à elle que tôt ou tard on sera obligé de revenir. Mieux vaut tôt que trop tard.

A.-V. JACQUET.

AU SYNDICAT UNITAIRE DES COMPTABLES ET EMPLOYÉS

Aveux et bourrages

Le bulletin de juin de notre syndicat des comptables et employés, renferme un bon nombre de *mea culpa* de nos dirigeants, alternant avec un non moins grand nombre de coups d'encensoir.

On y trouve des déclarations du genre de celle-ci:

Une première réunion, préparée par tracts, a groupé 26 camarades, une 2e: 15 et une 3e: 4.

C'est fort heureux qu'il n'y ait pas eu de 4e réunion !

Et nos impuissants d'ajouter plus loin:

Nous n'avons pas, pourtant, à être satisfaits des résultats obtenus à la Cie Le Soleil, puisque nous n'avons pas gardé la liaison avec les employés, pourtant peu nombreux, que nous avions touchés dans les premières réunions ....nos réunions sont désertées! Nous perdons même le contact avec ceux qui y viennent!

En effet, à moins de n'être pas difficiles, on ne peut être satisfaits, mais si nos dirigeants perdent le contact avec ceux qui viennent aux réunions, avec qui le conservent-ils?

Dans ce même bulletin, on trouve une révélation. Saviez-vous que le chemin de fer de l'Est-Chinois ne servait à peu près à rien à la Russie? On nous en informe en ces termes:

L'U.R.S.S. a réussi à déjouer toutes les provocations dont elle a été l'objet. Pour ne parler que du dernier événement, le chemin de fer l'Est-Chinois, l'U.R.S.S. ne s'est pas laissée entraîner à un conflit désiré par les impérialismes; par l'engagement des pourparlers pour la vente d'un chemin de fer qui ne peut plus lui servir à grand'chose, elle a, non pas capitulé, comme l'annonce la presse bourgeoise et socialiste, elle a sauvegardé encore une fois la paix du monde par des concessions de maigre importance.

Qui aurait pu se douter que ce chemin de fer, auquel Staline tenait tant il y a quelques années, deviendrait tout à coup sans utilité et serait considéré comme une chose de maigre importance? Mais il fallait bien justifier le dégonflage du gouvernement soviétique devant l'injonction japonaise.

H. POULET.

FAITS & DOCUMENTS

Victor Serge et « Monde » Un certain nombre de collaborateurs de **Monde,** Georges Duhamel, Charles Vildrac, Georges Pioch, Léon Werth, Marcel Martinet, Magdeleine Paz, Henry Poulaille, ont adressé, le 11 juillet, la lettre suivante à Henri Barbusse :

Comme nous, vous connaissez l'affaire Victor Serge, vous savez que pour crime de non-conformisme, cet admirable écrivain de langue française ne peut obtenir du gouvernement russe, malgré des démarches qui durent depuis des années, l'autorisation de revenir en Occident, et qu'il vient d'être déporté à Orenbourg par mesure administrative prise par le Guépéou.

Entre autres mérites, Serge a eu celui de donner dans « Ville Conquise » un caractère d'évidence à la réalité d'une époque révolutionnaire qui reste si obscure à travers les explications des historiens. Entre autres mérites, il a donné des portraits vivants de ces révolutionnaires, que la chronique, hostile ou favorable, n'a cessé de nous présenter comme des fantoches abstraits.

Aussi bien, n'est-il pas nécessaire d'insister là-dessus, auprès de vous, puisque le journal que vous dirigez et qui s'affirme indépendant de tout parti politique a publié sur Victor Serge des articles élogieux et s'est honoré de sa collaboration.

Nous sommes étonnés de constater le silence de « Monde » à l'égard de Victor Serge. Nous sommes persuadés que vous interviendrez et que vous ne laisserez croire, ni aux amis ni aux ennemis de l'U.R.S.S., que le salut de sa révolution est défendu aujourd'hui par les mêmes méthodes dont, vers 1900, l'état-major usa pour défendre l'honneur de l'armée.

ENTRE NOUS

NOUS PARAISSONS AVEC UN PEU DE RETARD...

Ainsi que nous l'avions annoncé dans notre dernier numéro, nous paraissons avec quelques jours de retard, afin de pouvoir donner le compte-rendu des Congrès d'instituteurs. Dès le numéro prochain nous reparaîtrons à notre date régulière.

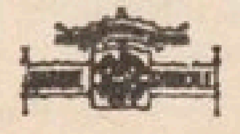
... ET SUR 24 PAGES

En revanche ce numéro a 24 pages, au lieu de 20. Il nous était en effet impossible de reculer la publication d'une étude d'ensemble sur l'hitlérisme, ni bien entendu le compte-rendu des Congrès, ni celui des atrocités d'Indo-Chine. Il nous a fallu, néanmoins, remettre à plus tard la seconde partie de la conférence de Jacquet sur l'école rurale prolétarienne.

C'est le deuxième numéro à 24 pages de cette année. Nos camarades peuvent ainsi mesurer nos progrès: alors que les années précédentes nous ne paraissions qu'à 16 pages (ou 32 une fois par mois), nous avons pu paraître régulièrement cette année sur 20 pages, et deux fois sur 24.

Mais cela n'a été possible que parce que le nombre de nos abonnés s'est accru. Et nous ne pourrons soutenir notre effort que si celui-ci, non seulement ne diminue pas, mais s'accroît encore. Aussi faisons-nous encore une fois appel à nos amis pour qu'ils fassent une intense propagande, autour d'eux, pour la revue et pour ses éditions. Et aussi qu'ils n'oublient pas la souscription...

FAITES-NOUS DES ABONNÉS ! ENCAISSEZ LE MONTANT DE LEUR ABONNEMENT ! ENVOYEZ-NOUS DES LISTES D'ABONNÉS POSSIBLES ! DEVENEZ UN ABONNÉ DE SOUTIEN !



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.